

RAPPORT WSRW – AVRIL 2022

P POUR PILLAGE

**Les exportations marocaines
du phosphate du Sahara
Occidental occupé**

Des compagnies de fertilisants du monde entier importent le phosphate controversé du Sahara Occidental, territoire sous occupation marocaine illégale. Ce rapport détaille celles qui sont impliquées en 2021.

2022 Avec
les
données
2021



WSRW WESTERN SAHARA
RESOURCE WATCH

De grands travaux de construction sont en cours dans le port d'El Aaiun. En 2023, il est possible que le Maroc commence à exporter depuis le Sahara Occidental d'autres produits phosphatés que le minerai brut. Les travaux portuaires sont menés par la compagnie néerlandaise-grecque Archirodon. La photo a été prise en juillet 2021.



Synthèse

Toute vie sur la planète, et donc toute la production agricole, dépend du phosphore, symbole chimique P. Cet élément se trouve dans le minerai de phosphate et est transformé en engrais. Pour le peuple du Sahara Occidental, leur P ne se transforme pas en bénéfique. C'est plutôt le contraire.

Pour la neuvième année consécutive, Western Sahara Resource Watch publie un aperçu annuel détaillé des compagnies impliquées dans l'achat du phosphate du Sahara Occidental. Le minerai de phosphate illégalement exploité par le gouvernement marocain au Sahara Occidental est l'une des sources de revenus tirés par le Maroc des territoires qu'il occupe contre le droit international. Le peuple sahraoui s'est toujours ouvertement déclaré contre ce commerce, et l'a exprimé devant l'ONU, à toute occasion, et aux entreprises concernées.

La liste présentée dans ce rapport est complète pour l'année civile 2021, et indique toutes les cargaisons de phosphate chargées au Sahara Occidental occupé. Au total 26 navires ont quitté le territoire avec 1,4 million de tonne de minerai de phosphate, une augmentation par rapport au million de tonnes des 2019-2020. À titre de comparaison, les exportations moyennes du Maroc à partir du territoire occupé au cours des années 2012-2018 étaient de 1,8 million de tonnes. Un doublement des prix du phosphate en 2021 entraîne que les exportations illégales sont de plus en plus lucratives, pour une possible valeur de 349 millions de dollars.

Le Maroc a réalisé au cours de l'année écoulée d'importants investissements dans le port et dans les installations de Boucraa. Depuis le début de l'occupation en 1975, le Maroc n'a vendu que du phosphate brut. Dans quelques années, les phosphates seront vendus sous une forme transformée, plus précieuse. Cela augmentera encore ce commerce lucratif.

Un nouvel échange commercial important avec Innophos au Mexique - constituant 27 % des exportations pour 2021 - représente la totalité de l'augmentation du commerce par rapport à 2020. Innophos avait, en 2018, annoncé qu'il avait arrêté ces importations en raison de son « engagement envers la

responsabilité sociale globale », et ne répondait plus aux courriels. L'Inde reste le plus gros importateur. Les importations vers l'Inde, le Mexique et la Nouvelle-Zélande constituent plus de 92% des envois de cargaison du minerai de la zone de conflit du Sahara Occidental.

La bonne nouvelle de l'année est que la société chinoise China Molybdenum a promis à ses investisseurs de ne pas répéter les importations vers sa filiale au Brésil. La société russe Euro-Chem a attiré l'attention des médias locaux lorsqu'elle a effectué une expédition vers l'Estonie en octobre - la première dans l'UE en cinq ans. Il est positif que l'entreprise n'ait pas répété l'implication depuis.

En Nouvelle-Zélande, Ravensdown continue d'explorer les moyens d'éviter le minerai du Sahara Occidental, ce qui est louable. Ballance Agri-Nutrients montre la tendance inverse, avec l'achat annuel le plus élevé depuis que WSRW a commencé la surveillance quotidienne en 2011.

Depuis que des navires transportant du phosphate du Sahara Occidental ont été arrêtés au Panama et en Afrique du Sud au Cap en 2017, aucune cargaison n'a plus transité par le cap de Bonne-Espérance ou par le canal de Panamá.

WSRW appelle toutes les entreprises impliquées dans ce commerce à mettre fin immédiatement à tous les achats et transports de phosphate du Sahara Occidental, tant qu'une solution n'est pas trouvée au conflit. Les investisseurs sont invités à interpeller les compagnies, ou à désinvestir si rien n'est fait.

Publié

Publié le 6 avril 2022, Bruxelles.

Cette publication est rendue possible par une subvention de l'Agence norvégienne de coopération pour le développement (www.norad.no) au Comité norvégien de soutien au Sahara Occidental.

ISBN

978-82-93425-47-2

Page d'accueil

Le plus long convoyeur au monde transporte le phosphate des mines de Boucraa jusqu'à la côte.

Design

Lars Høie

Design page 14

Aleksandra Schnell

Photos

Berserk Productions (P. 1), APSO (P.2), Emmaus Stockholm (P.12), Manuel Hernández Lafuente (P.23), WSRW.org (24, 33, 35), Andres Putting/Ekspress Meedia (P.26), Rick Vince (P.30), Mohamed Dchira (P. 39).

Pour approfondir ses recherches et intensifier ses campagnes internationales WSRW a besoin de votre aide. Pour tout don, rendez-vous www.wsrw.org

Le rapport est libre d'utilisation, en version imprimée ou en ligne. Pour des commentaires ou des questions, contactez coordinator@wsrw.org

Western Sahara Resource Watch (WSRW) est une organisation internationale basée à Bruxelles. WSRW, ONG indépendante, travaille en solidarité avec le peuple du Sahara Occidental, pour faire des recherches et informer sur le pillage des ressources du territoire par le Maroc.

www.wsrw.org
www.twitter.com/wsrw
www.facebook.com/wsrw.org
www.instagram.com/wsrw_org
www.linkedin.com/company/wsrw

Liste des abréviations

DWT ou TPL	Tonnes de Port en Lourd
OMI	Organisation Maritime Internationale
OCP	Office Chérifien des Phosphates SA
ONU	Organisation des Nations Unies

La controverse



La revendication du Maroc sur le Sahara Occidental a été rejetée par la Cour Internationale de Justice.¹ À ce jour, l'ONU qualifie le Sahara Occidental de territoire non autonome – une colonie – sans puissance administrante. Selon l'ONU, la « souveraineté permanente sur les richesses et les ressources naturelles » est un « élément fondamental du droit à l'autodétermination ».²

Le Bureau des affaires juridiques des Nations Unies a analysé la légalité de l'exploration et exploitation pétrolière au Sahara Occidental, une activité d'extraction des ressources - actuellement dans sa phase exploratoire - qui est d'une nature similaire à l'extraction du phosphate. L'ONU a conclu que « si des activités de prospection et d'exploitation devaient être entreprises au mépris des intérêts et de la volonté du peuple du Sahara Occidental, elles contreviendraient aux principes de droit international applicables aux activités touchant aux ressources minérales des territoires non autonomes. »³

L'Organe des Nations Unies dédié aux droits économiques, sociaux et culturels⁴ et le Comité des droits de l'homme des Nations Unies ont tous deux souligné la nécessité d'obtenir du peuple sahraoui son « consentement à la réalisation de projets de développement et d'opérations d'extraction [des ressources] ».⁵

Une série d'arrêts de la Cour européenne de justice, le dernier du 29 septembre 2021, affirme le droit du peuple sahraoui au consentement, et établit que ce consentement doit être obtenu auprès du représentant légal de ce peuple, le Front Polisario.⁶

Pourtant, quelques semaines seulement après l'invasion du territoire en 1975, le minerai de phosphate de la mine de Bou Craa au Sahara Occidental était exporté vers des entreprises d'engrais étrangères. La mine de Bou Craa est gérée par l'Office Chérifien des Phosphates SA (OCP), compagnie nationale marocaine de phosphate maintenant connue comme OCP SA. La mine est l'une des principales sources de revenus du Maroc sur le Sahara Occidental.

Les Phosphates de Boucraa SA (Phosboucraa) est une filiale à part entière de l'OCP. Ses principales activités sont l'extraction, l'enrichissement, le transport et la commercialisation de minerai de phosphate de la mine de Bou Craa, jusqu'à l'exploitation du quai de chargement et de l'usine portuaire de traitement située sur la côte Atlantique, à El Aaiún. L'OCP déclare sa capacité annuelle

de production au Sahara Occidental à 2,6 millions de tonnes et estime la réserve de Bou Craa à 500 millions de tonnes.⁷ Bou Craa contribue pour environ 8% des volumes totaux extraits par l'OCP et pour environ 20% de son exportation totale de minerai de phosphate.⁸ L'OCP affirme que les mines Bou Craa ne représentent que 2% de toutes les réserves de phosphate exploitées par le Maroc.⁹ La qualité exceptionnelle du minerai de phosphate du Sahara Occidental en fait un produit très convoité des producteurs d'engrais.

Cependant, cette histoire pourrait toucher à sa fin. Le gisement de phosphate de Bou Craa est composé de deux couches. Les propres rapports de l'OCP de 2014 et 2016 se contredisent, affirmant que seule la couche supérieure est exploitée ou que l'exploitation minière est déjà passée à la deuxième couche, qui est de moindre qualité.¹⁰ Ce qui est clair c'est que le Maroc a maintenant pratiquement vendu la totalité du phosphate de haute qualité qui aurait dû être disponible pour le peuple sahraoui dès son autodétermination.

L'OCP affirme aussi que Phosboucraa est le plus grand employeur privé de la région, déclarant 2 029 employés en 2019¹¹ - dont 75% sont dits être des « locaux » (sans qu'il soit précisé s'ils sont Sahraouis ou colons marocains).¹² L'OCP affirme également que Phosboucraa est un acteur majeur de la viabilité économique et du bien-être des habitants de la région. L'OCP vante également l'impact social de Phosboucraa, affirmant verser des pensions aux retraités, offrir des avantages médicaux et sociaux aux employés, retraités et familles, etc.¹³ L'OCP présente les prétendus avantages économiques et sociaux comme justification à son exploitation de mines de phosphate à l'extérieur des frontières traditionnelles et internationalement reconnues du Maroc.¹⁴

Le Maroc utilise le phosphate de Bou Craa dans son lobbying politique afin de gagner le soutien d'autres pays à son occupation illégale. Un document officiel du gouvernement marocain, divulgué en 2014, affirme que les ressources du Sahara Occidental, y compris le phosphate, doivent être utilisées « pour impliquer la Russie dans des activités au Sahara ». Le document poursuit en disant que « en retour, la Russie pourrait garantir un gel sur le dossier Sahara au sein de l'ONU. »¹⁵

« Le Sahara Occidental est sous occupation marocaine depuis 1975 et figure sur la liste onusienne des territoires non autonomes qui doivent être décolonisés. Le conseiller juridique de l'ONU a déclaré en janvier 2002 que l'exploration des ressources minérales au Sahara Occidental sans le consentement local violerait le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. »

Fonds de pension du gouvernement suédois, AP - Fonden, sur l'exclusion de PotashCorp et Incitec Pivot de ses portefeuilles.¹⁶

« Les achats de phosphate du Sahara Occidental par Agrium selon un contrat à long terme avec l'OCP constituent un risque inacceptable de complicité dans la violation des règles éthiques fondamentales, et contrevient ainsi aux directives de KLP pour un investissement responsable. »

La compagnie d'assurance norvégienne KLP concernant son désinvestissement d'Agrium Inc.¹⁷

« L'exploitation du phosphate par la société au Sahara Occidental est considérée comme une violation de l'article 73 de la Charte des Nations Unies, de l'article 55 de la Convention de La Haye, de l'avis Corell et, partant, du point 12 des principes directeurs de l'ONU (relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme) et de l'article 40 des principes directeurs de l'OCDE. »

MP Pension, Danemark. Décision d'exclure l'OCP de l'univers d'investissement, 17 janvier 2019.¹⁸

« Opérations en territoire occupé (Sahara Occidental) »

Fonds de compensation au régime général de pension, Luxembourg, le 23 novembre 2018, en référence aux exclusions de toutes les entreprises importatrices d'engrais concernées.¹⁹

« Nutrien est exclu pour violation des règles internationales du fait de la poursuite de son approvisionnement en minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé, sans le consentement du peuple Sahraoui. »

Nykredit Realkredit Group, Danemark, expliquant son exclusion de Nutrien, avril 2018.²⁰

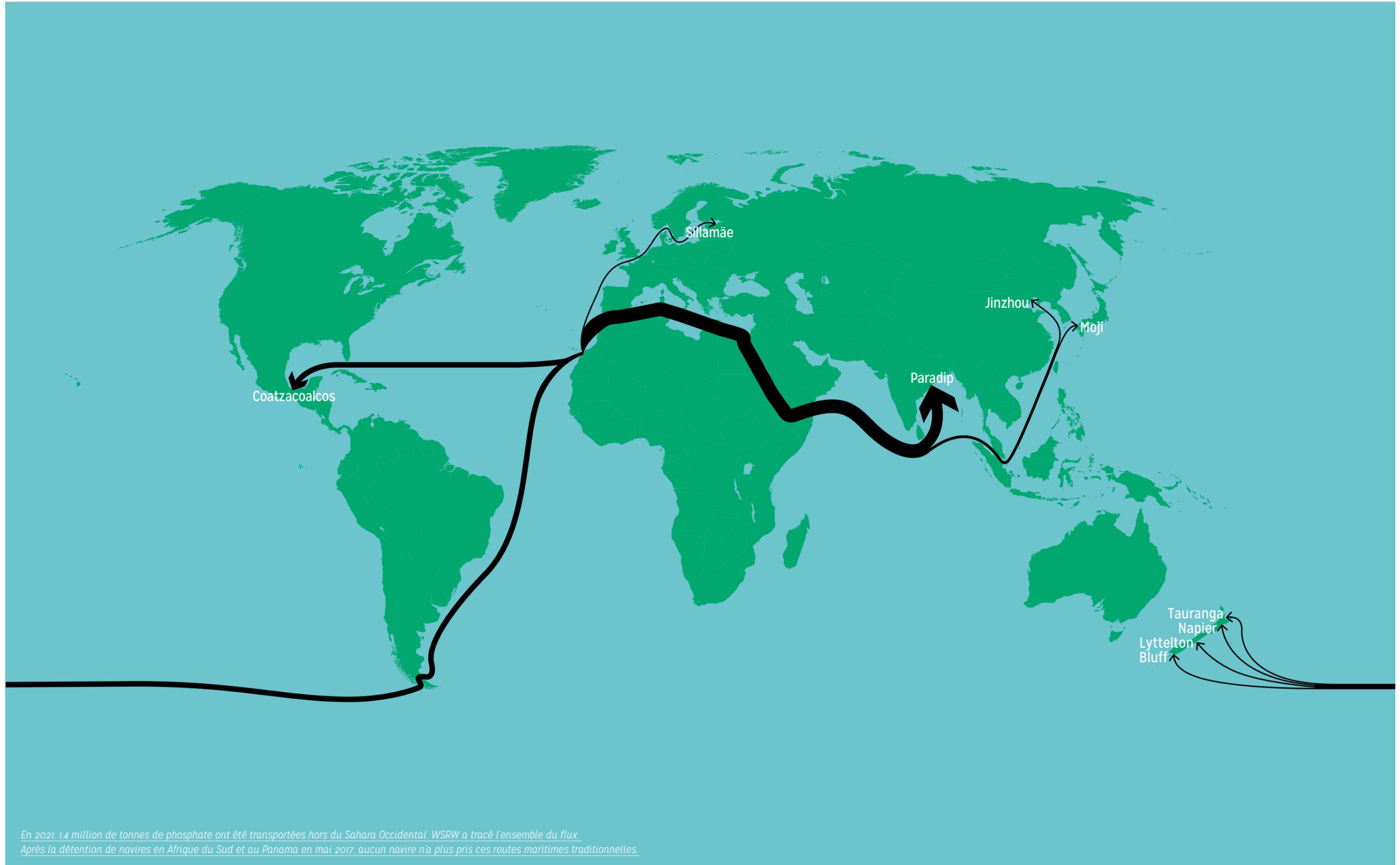
« Les violations des droits de l'homme au Sahara Occidental »

PGB Pensioenfond, Pays-Bas, troisième trimestre de 2015, sur l'exclusion de l'OCP SA de ses portefeuilles.²¹

« Le Conseil éthique ne croit pas que la compagnie a été en mesure de prouver que l'exploitation du phosphate se fait en conformité avec les intérêts et les désirs des Sahraouis. Sur la base de l'évaluation selon laquelle un dialogue plus poussé ne sera pas productif, le Conseil a recommandé aux Fonds AP de désinvestir d'Agrium »

Conseil éthique suédois, le 9 avril 2015, expliquant pourquoi tous les fonds du gouvernement suédois ont désinvesti d'Agrium Inc.²²

Les cargaisons 2021



*En 2021, 1,4 million de tonnes de phosphate ont été transportées hors du Sahara Occidental. WSRW a tracé l'ensemble du flux.
Après la détention de navires en Afrique du Sud et au Panama en mai 2017, aucun navire n'a plus pris ces routes maritimes traditionnelles.*

Les exportations

	2020	2021
Quantité estimée de phosphate exporté	1 123 000 tonnes	1 417 000 tonnes
Valeur estimée du phosphate exporté	170,8 millions \$	349,1 millions \$
Valeur estimée du plus gros chargement sorti du territoire	9,6 millions \$	15,1 millions \$
Valeur estimée du plus petit chargement sorti du territoire	1 millions \$	2,8 millions \$
Nombre de navires partis avec du phosphate du territoire	22	26
Montant moyen de phosphate exporté dans chaque navire	51 050 tonnes	54 500 tonnes
Moyenne estimée de phosphate exporté à chaque expédition	7,76 millions \$	13,4 millions \$
Estimation du prix annuel moyen du minerai de phosphate de Bou Craa utilisé pour les calculs dans ce rapport (par tonne)	152,1 \$	246,6 \$

Méthodologie

Ce rapport est établi à partir des données recueillies dans le cadre du suivi continu des navires.

Les quantités de phosphate chargées dans les navires ont généralement été calculées à 97 % du fret total du navire (et du combustible de soute et réserves), capacité exprimée en tonnes de port en lourd (Tpl). Les navires ont été suivis et leurs arrivées confirmées aux destinations indiquées. Lorsque cela est possible, les montants estimés ont été vérifiés par le biais de documents officiels dans les pays importateurs.

WSRW pense avoir détecté, suivi et pris en compte tous les navires au départ du port de El Aaiún pour 2021. Cependant WSRW ne peut exclure la possibilité qu'un navire ou d'avantage n'aient pas été détectés.

Ajustement de l'estimation des prix

WSRW a très probablement adopté une estimation de prix trop basse pour le phosphate de Bou Craa dans les éditions 2012-2020 du rapport P pour Pillage. Faute de meilleures sources, WSRW a appliqué jusqu'à 2020 une valeur du minerai de phosphate mentionnée par Index Mundi. Cependant, WSRW a pendant un certain temps hésité

sur l'éventualité que le prix soit beaucoup plus élevé.

Pour une cargaison expédiée en 2021, nous soupçonnons que le prix aurait pu atteindre 234 USD/tonne, soit presque le double du prix de l'Index Mundi pour ce mois-là. Des documents internes de l'OCP de 2019 révélés en ligne suggéraient un prix du fret du minerai de Bou Craa entre 139 et 161 USD/tonne.²³ Ce prix était nettement supérieur au prix de 98,5 - 102,5 USD/tonne de l'Index Mundi en 2019 et de 70,7 - 83,3 USD/tonne en 2020. Les prix plus élevés ont été confirmés auprès de sources dans les pays importateurs.

En 2021, les prix du minerai de phosphate ont considérablement augmenté, passant de 85 USD/tonne au début de l'année à 176,67 USD/tonne à la fin.

Les données commerciales des pays importateurs étudiées par WSRW suggèrent que le prix du minerai de Bou Craa pourrait être compris entre 129 et 201 \$US par tonne en 2020. Pour une cargaison de 2019, nous soupçonnons que le prix aurait pu être de 215 \$US / tonne. Des documents internes OCP de 2019 révélés en ligne, suggèrent un prix du fret du minerai de Bou Craa entre 139 et 161 \$US / tonne.²⁴ C'est nettement plus élevé que le prix de 98,5-102,5

\$US / tonne de l'Index Mundi en 2019 et de 70,7-83,3 \$US / tonne en 2020. À partir de l'édition 2021 du rapport P pour Pillage, nous ajoutons 100% au prix indiqué par l'Index Mundi. Le prix moyen du minerai de phosphate en 2021 selon l'indice Mundi était de 123,2 USD la tonne. Dans ce rapport, le prix du minerai de phosphate de Bou Craa est donc calculé à une moyenne de 246,4 USD la tonne. WSRW considère cela comme une déduction logique.

Des niveaux d'exportation fluctuants

En général, les calculs de WSRW au cours des dernières années sont confirmés dans les rapports de l'OCP.

Jusqu'en 2006, l'exportation de phosphate était en moyenne de 1,1 million de tonnes par an, considérablement inférieure à la capacité de production de 2,6 millions de tonnes.²⁵ À la fin des années 1970, la production s'est arrêtée pendant les trois ans du conflit armé sur le territoire, pour atteindre progressivement 2 millions de tonnes à la fin des années 1990. WSRW a commencé le suivi quotidien en 2011. Notre premier rapport a estimé les exportations OCP des phosphates extraits à Bou Craa à 1,8 million - 2,2 millions de tonnes en 2012-2013. La projection de WSRW

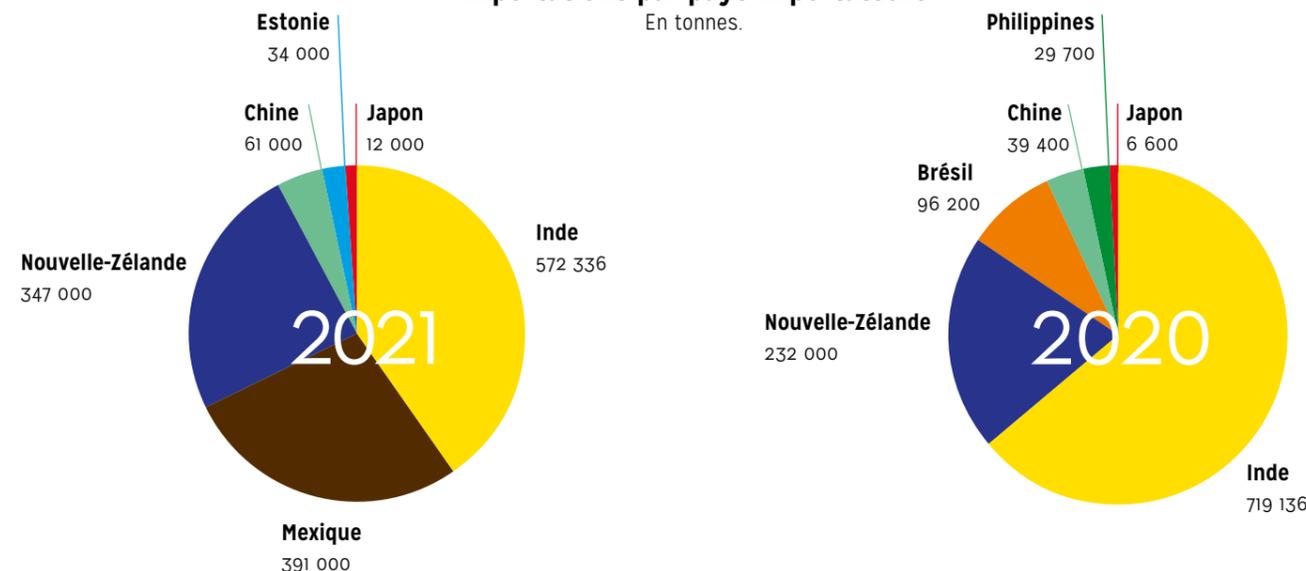
de 2,1 millions de tonnes de phosphate de Bou Craa en 2014 a été confirmée dans le volume de phosphate « traité » mentionné dans le Prospectus d'OCP.²⁶

Après le niveau exceptionnellement bas des exportations en 2015, le volume de 2016 est plus conforme aux niveaux observés dans le passé. Les approximations de WSRW concernant les volumes exportés pour 2015, 2016 et 2017 sont confirmées par les données indiquées dans les derniers prospectus parus en 2018.²⁷

Selon un rapport de l'agence portuaire du gouvernement marocain, une augmentation de 21,9 % des exportations de phosphate d'El Aaiún a eu lieu de 2020 à 2021. Cela correspond à peu près à nos données d'expédition, qui suggèrent une augmentation de 26,2 %.

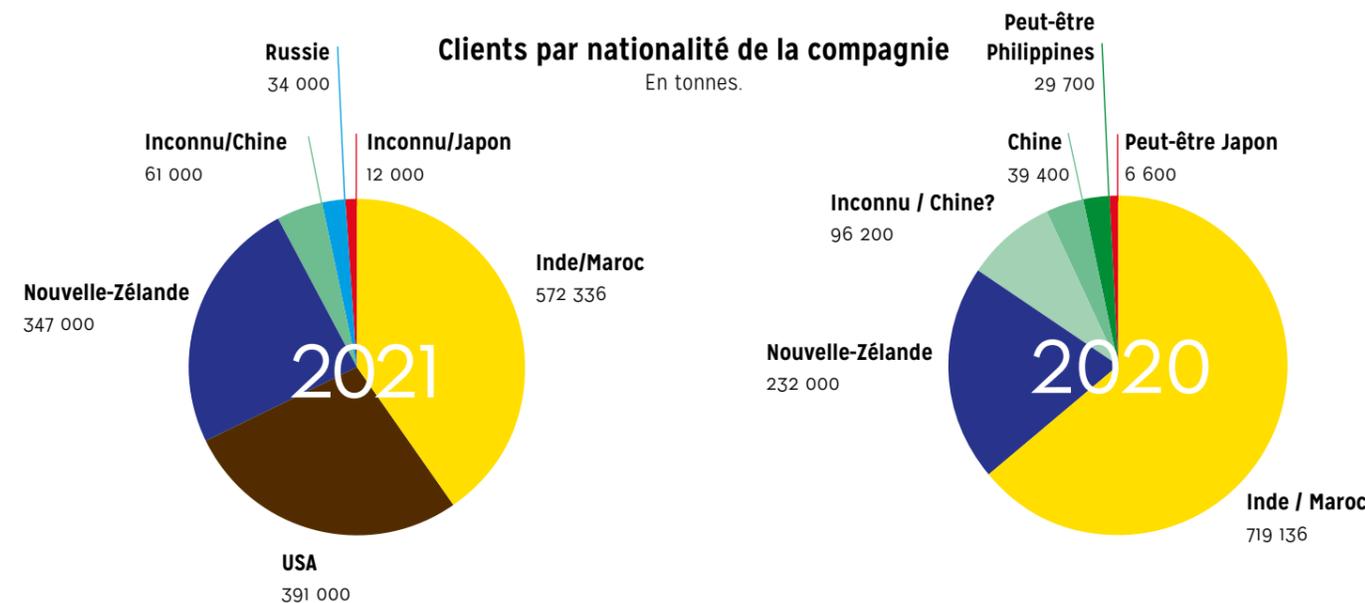
Importations par pays importateurs

En tonnes.



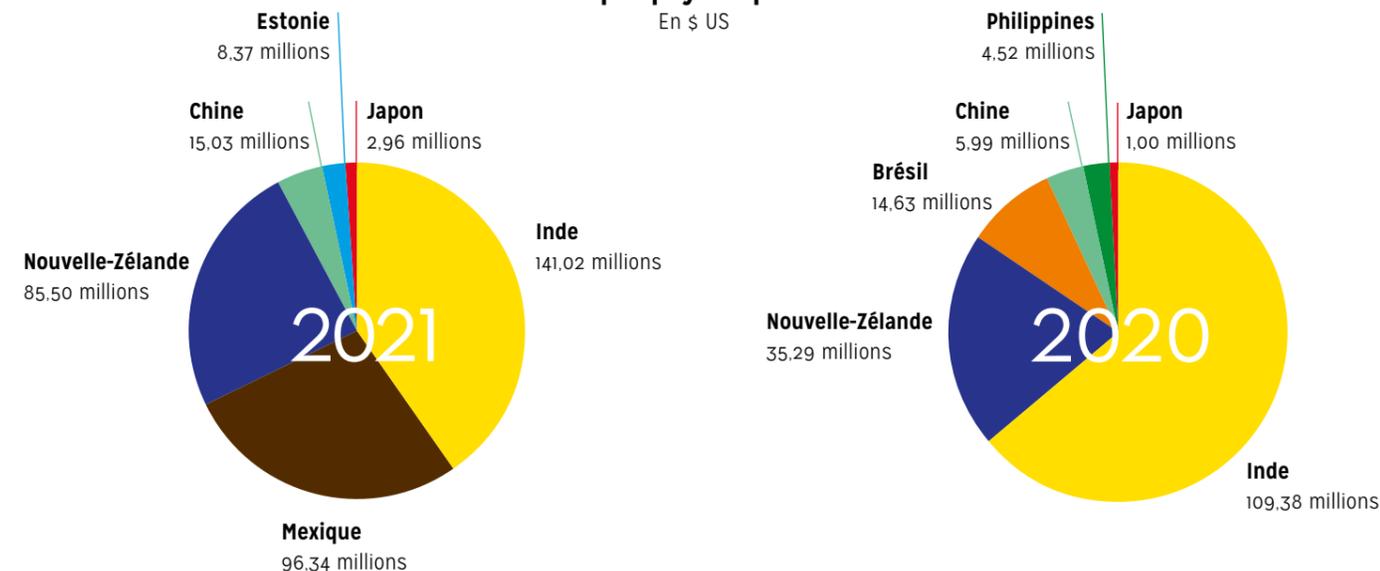
Clients par nationalité de la compagnie

En tonnes.



Valeur par pays importateur

En \$ US



Les importateurs 2021

Rang	Nom de la compagnie	Pays de la maison mère	Destination de l'importation	Nombre de chargements	Poids de l'achat de phosphate (tonnes)	Valeur des phosphates achetés (\$US)
1	Paradeep Phosphates Ltd.	Inde/Maroc	Paradip, Inde	10	572 336	141,02 millions
2	Innophos Holdings Inc	USA	Coatzacoalcos, Mexique	7	391 000	96,34 millions
3	Ballance Agri-Nutrients Ltd.	Nouvelle-Zélande	Tauranga/Bluff, Nouvelle-Zélande	5	292 000	71,95 millions
4	Inconnu	Chine (?)	Jinzhou, Chine	1	61 000	15,03 millions
5	Ravensdown	Nouvelle-Zélande	Napier/Lyttelton, Nouvelle-Zélande	1	55 000	13,55 millions
6	EuroChem Group	Russie	Sillamäe, Estonie	1	34 000	8,37 millions
7	Inconnu (possible Itochu)	Japon	Moji, Japon	1	12 000	2,95 millions

« Les entreprises qui achètent des phosphates du Sahara Occidental soutiennent en réalité la présence du Maroc sur le territoire, étant donné que le phosphate est commercialisé par la compagnie nationale marocaine OCP et qu'il est à probable que les revenus générés par l'opération vont en grande partie à l'État marocain. Dans sa forme actuelle, l'extraction par l'OCP des ressources en phosphate au Sahara Occidental constitue une violation grave des règles. Ceci est dû à la fois au fait que les souhaits et les intérêts de la population locale ne sont pas respectés et au fait que l'opération contribue à la persistance de la situation juridique internationale non résolue, et ainsi à la présence du Maroc et son exploitation des ressources dans un territoire sur lequel il n'a pas de souveraineté légitime »

Le Conseil d'Éthique du fonds de pension du gouvernement norvégien, à propos de l'exclusion d'Innophos Holdings Inc. en janvier 2015.²⁸

Les nationalités des transporteurs

Pays du propriétaire enregistré	Nombre de navires	Volume transporté	Valeur en \$
Panama	7	373 450	92 018 080
Liberia	5	282 474	69 601 593
Singapour	4	228 250	56 240 800
Îles Marshall	4	197 000	48 540 800
Malte	2	116 900	28 804 160
Royaume Uni	1	59 100	14 562 240
Suisse	1	55 000	13 552 000
USA	1	53 300	13 113 120
Allemagne	1	51 862	12 778 796

Gérant, nationalité de la participation majoritaire

Grèce	7	360 974	88 943 993
Afrique du Sud	4	231 000	56 918 400
Taiwan	4	193 450	47 666 080
Singapour	2	116 000	28 582 400
Turquie	2	113 250	27 904 800
Allemagne, Hong Kong, Japon, Norvège, EAU, Royaume-Uni, USA	1 chacun		

Propriétaire du groupe, nationalité enregistrée

Japon	5	294 000	72 441 600
Panama	5	292 424	72 053 273
Turquie	3	174 250	42 935 200
Liberia	3	163 000	40 163 200
Allemagne, Îles Marshall, Pays-Bas, Singapour, Suisse, Taiwan, EAU, Royaume-Uni, USA, Inconnu	1 chacun		

Propriétaire du groupe, nationalité de la participation majoritaire

Grèce	6	307 974	75 884 793
Japon	5	294 000	72 441 600
Taiwan	4	193 450	47 666 080
Turquie	3	174 250	42 935 200
Allemagne, Pays-Bas, Afrique du Sud, Suisse, EAU, Royaume-Uni, USA, Inconnu	1 chacun		

Pavillon

Panama	7	370 225	91 223 440
Liberia	6	337 561	83 175 030
Singapour	4	228 250	56 240 800
Îles Marshall	4	195 300	48 121 920
Malte	2	116 900	28 804 160
Royaume-Uni	1	59 100	14 562 240
Suisse	1	55 000	13 552 000
Grèce	1	55 000	13 552 000

P&I Club (mutuelle maritime de protection et indemnisation)

UK P&I Club	6	340 000	83 776 000
North of England P&I Association	4	288 800	71 160 320
Britannia Steam Ship	4	215 325	53 056 080
The Swedish Club	2	120 225	29 623 440
The Standard Club	2	116 974	28 822 393
The London P&I Club	2	113 250	27 904 800
Gard	2	110 900	27 325 760
American Club	1	55 000	13 552 000
West of England Ship Owners' Mutual Insurance Association	1	53 000	13 059 200
Skuld	1	51 862	12 778 796
Japan P&I Club	1	12 000	2 956 800

Les principaux fournisseurs se retirent

Après 12 ans de pratique, les entreprises suédoises fournissant des équipements de forage pour l'exploitation de la mine controversée de Bou Craa au Sahara Occidental occupé ont cessé leur activité en 2020.



EPIROC/ATLAS COPCO

« Nous n'avons aucun accord pour la maintenance ou la fourniture de la mine de Boucraa au Sahara Occidental et nous n'avons pas l'intention de fournir la mine à l'avenir », a écrit Epiroc à WSRW.²⁹ Ce qui a été vérifié de plusieurs sources.

Epiroc est une société suédoise assez récente, créée en 2018. La société a été créée à la suite d'une décision de la société suédoise Atlas Copco de scinder son ancienne activité d'équipement minier. Au moment de la scission, Atlas Copco vendait et entretenait depuis plusieurs années du matériel pour la mine controversée du Sahara Occidental. Ses premières ventes datent de 2008 et l'accord n'a été révélé par WSRW qu'en 2013.³⁰

Bien qu'Atlas Copco et Epiroc n'aient pas commenté la question pendant longtemps après la création d'Epiroc, les propriétaires des deux sociétés s'entendaient pour dire que le contrat avec OCP avait été repris par Epiroc, comme c'était le cas avec d'autres contrats d'Atlas Copco. Un courrier adressé à Epiroc en novembre 2019 n'a pas reçu de réponse, mais lorsqu'elle a été interpellée par le Centre de ressources sur les entreprises et les droits de l'homme plus tôt cette année, la société a déclaré qu'elle « examinait actuellement cette question ».

Atlas Copco confirmait ne plus être impliqué dans la mine. « Atlas Copco n'exerce aucune activité au Sahara Occidental. Le client de la mine de Bou Craa et d'Atlas Copco a convenu qu'il n'y aurait pas de nouvelles commandes pour la livraison d'équipements, de pièces de rechange et de services au Sahara Occidental », a déclaré Atlas Copco dans un courrier à WSRW du 18 septembre 2020. Cela a été confirmé au Centre de ressources pour les entreprises et les droits de l'homme dans un courrier du 9 mars 2020. « Atlas Copco n'a pas d'opérations au Sahara Occidental. Le secteur des équipements miniers fait désormais partie d'une société publique différente, Epiroc AB. [...] Il n'y a aucun service rendu par le personnel d'Atlas Copco au Sahara Occidental », écrivait la société.³¹

CONTINENTAL

La société allemande Continental ne fournit plus à l'OCP des pièces essentielles pour son tapis roulant de 100 km de long qui transporte le minerai de phosphate de la mine de phosphate jusqu'à la côte. La cessation est due au non-renouvellement du contrat avec l'OCP de la filiale ContiTech de Continental. L'annonce a été faite dans une correspondance avec Western Sahara Resource Watch (WSRW) en février 2021.³²

Le contrat, qui prévoyait que ContiTech fournissait des pièces de rechange aux installations de convoyage de l'OCP, avait expiré le 30 juin 2020. Continental et OCP étaient en discussion depuis plus d'un an pour son renouvellement. En janvier 2020, la société a confirmé à WSRW que les pourparlers étaient en cours et que la question du Sahara Occidental serait abordée dans les négociations.

WSRW échange avec Continental depuis 2017. L'implication de Continental au Sahara Occidental a commencé en 1971, lorsque le territoire était encore colonisé par l'Espagne.

Les partenaires d'OCP dans la mine



SIEMENS GAMESA

La compagnie allemande d'ingénierie Siemens a, en 2013, livré, installé et mis en service 22 éoliennes du parc éolien de 50 MW de Foug el Oued au Sahara Occidental occupé. Le parc a été commandé par l'agence nationale marocaine d'électricité, l'ONEE et construit en partenariat avec la compagnie d'énergie éolienne NAREVA - propriété du roi du Maroc. Le parc de Foug el Oued fournit Phosboucraa en énergie. L'OCP se vante aujourd'hui d'un 100% éolien de Phosboucraa.³³ En d'autres termes : toute l'énergie nécessaire pour l'exploitation et le transport du phosphate au Sahara Occidental est maintenant générée par les éoliennes livrées par Siemens Gamesa. La production d'énergie verte rend le pillage marocain du territoire encore plus lucratif.³⁴ En 2018, la compagnie a confirmé à WSRW avoir prolongé de 15 ans le contrat de maintenance du parc de Foug el Oued.³⁵ WSRW a demandé à plusieurs reprises à la compagnie - par écrit et lors de ses assemblées générales - de dire clairement si le peuple du Sahara Occidental a consenti à ses opérations - une exigence légale mise en avant par la Cour de justice de l'UE. La compagnie n'a jamais répondu à la question, mais a revendiqué que son travail profite à la « population locale ». Dans le même temps, Siemens affirme qu'elle « s'abstient de prendre position ou

de porter des jugements sur des questions de droit international », ce qui est difficile à concilier avec l'acte de conclure des accords commerciaux avec un État qui n'a pas de mandat légal à être au Sahara Occidental.³⁶

Dans sa correspondance la plus récente avec WSRW, Siemens Gamesa s'est à nouveau référé à une « évaluation juridique externe » non divulguée qui conclurait que les activités de Siemens sont « conformes aux lois applicables ». L'entreprise ne partage pas le document, ni ne précise quel cadre juridique est prétendument applicable à ses activités.³⁷ Siemens Energy a été confronté à l'approvisionnement de la mine de phosphate lors de son assemblée générale annuelle du 24 février 2022 mais n'a pas répondu aux questions.³⁸

WORLEY

En 2019, la société australienne Worley Ltd a repris la division Énergie, produits chimiques et ressources de la société américaine Jacobs Engineering Inc et a hérité à ce titre de la propriété d'une coentreprise à 50/50 avec OCP appelée JESA (Jacobs Engineering SA).³⁹ Cette dernière est décrite comme une entreprise marocaine de construction et d'ingénierie. JESA a des projets au Maroc et dans d'autres pays africains. JESA est également liée aux projets de l'OCP au Sahara Occidental occupé, notamment

par la fourniture de génie civil au projet Technopole de Foug el Oued près d'El Aaiún.⁴⁰ Ce projet envisage la création d'un pôle technologique pour faire avancer le développement économique des « régions du Sud », notamment à travers le développement industriel de Phosboucraa.⁴¹ WSRW a écrit à trois reprises à la compagnie, la dernière fois en décembre 2021, mais n'a pas reçu de réponse.⁴²

CATERPILLAR

Des camions de la compagnie américaine Caterpillar ont été observés transportant du minerai de phosphate au Sahara Occidental occupé. Les camions sont du type MT3300, fabriqués par une société appelée Unit Rig, qui a été reprise en 2011 par Caterpillar. Une agence Caterpillar agréée officielle a été créée à El Aaiún dans le territoire occupé par Tractafic Equipment Corporation en 2013. Tractafic est une filiale du groupe français Optorg, qui fait partie de la holding marocaine SNI, détenue principalement par la famille royale marocaine. La société affirme sur son site Web que « Laayoune » (transcription française d'El Aaiun, telle qu'adoptée par le Maroc) est située au Maroc.⁴³ WSRW a envoyé des courriers à Caterpillar - le dernier en février 2022 - demandant des éclaircissements sur l'équipement de la société dans la mine de Bou Craa, mais n'a jamais reçu de réponse.⁴⁴

La compagnie espagnole - allemande Siemens Gamesa fournit toute l'énergie nécessaire à l'exploitation marocaine minière illégale du phosphate au Sahara Occidental. La réfugiée sahraouie Khadja Bedati a interpellé Siemens lors des assemblées générales annuelles 2018, 2019 et 2020 de l'entreprise. Siemens n'a pas répondu à ses questions.

THYSSENKRUPP

Le conglomérat industriel allemand répondait dans un courrier adressé à WSRW en 2021 : « Thyssenkrupp Mining Technologies a remis à neuf trois gerbeurs et deux récupérateurs sur le parc de stockage de phosphate du site de Bou Craa, ce qui impliquait une inspection et l'ingénierie, la fourniture et la construction de composants pour être remplacé pour prolonger la durée de vie opérationnelle des machines. »⁴⁵ La société ajoutait n'avoir pas d'autres activités et projets en cours concernant le site de Bou Craa.

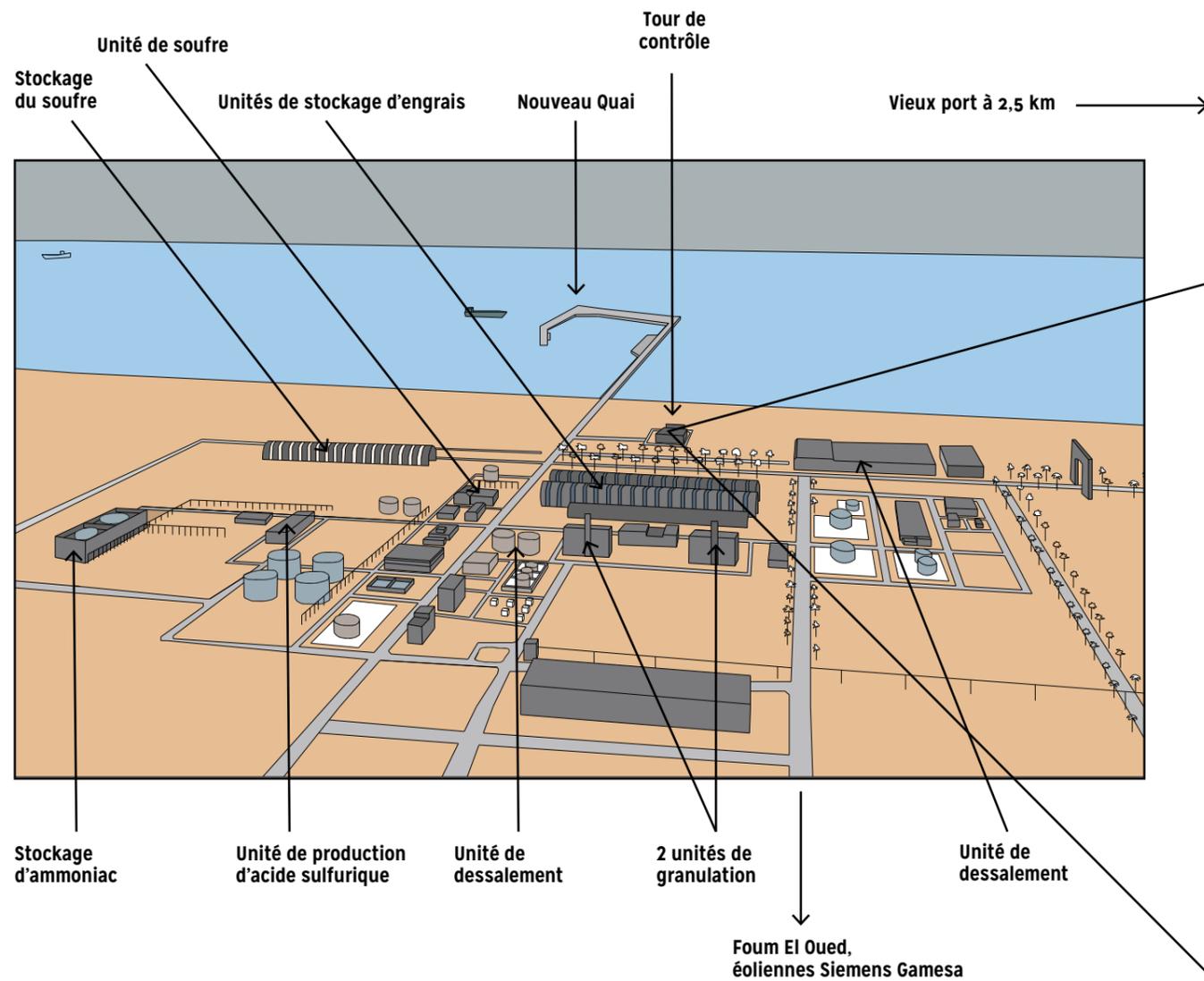
Très ouvert sur ses activités antérieures sur le territoire, Thyssenkrupp ne dit pas s'il s'abstiendra, politiquement, de s'impliquer à nouveau. L'approche de la société semble être « il n'y avait pas d'embargos ou autres restrictions européennes à l'exportation pour les livraisons dans la région du Sahara Occidental à l'époque et il n'y en a toujours pas ».

IFM

L'équipement de la société allemande de technologie d'automatisation IFM electronic a été signalé comme étant utilisé dans la bande transporteuse. WSRW a contacté l'entreprise à deux reprises en 2021-2022, sans réponse.⁴⁶

Nouveau port de pillage

Le Maroc investit massivement pour l'augmentation des bénéfices tirés de l'exportation du minerai de la zone en conflit. L'investissement comprend un nouveau port abrité, un quai et une grande unité de production pour traiter les phosphates bruts.



En 2016, le roi du Maroc a inauguré une série de projets structurants dans et à proximité du port phosphatier d'El Aaiún, d'où OCP n'exporte actuellement que du minerai de phosphate.⁴⁷ L'objectif global est de diversifier les activités de Phosboucraa, de l'exportation de matières premières à la production de produits intermédiaires et d'engrais à base de phosphate.

Selon l'OCP, l'investissement de 2,2 milliards de dollars prévoyait la construction d'une usine chimique d'une capacité de production d'un million de tonnes d'engrais par an. L'installation serait équipée d'une unité de production d'acide sulfurique et phosphorique et d'une unité de granulation. Parallèlement à cela, un nouveau port serait développé, en plus d'une unité de lavage et d'installations de stockage, et de nouvelles méthodes d'extraction seraient introduites sur le site minier lui-même.⁴⁸

Un récent document officiel de l'OCP confirme que les travaux du nouveau port de phosphate et de l'unité de lavage sont actuellement en cours. Ceci est également vérifié auprès de sources locales et d'images satellites. L'entreprise indique qu'elle « envisage » de nouvelles capacités de stockage et de manutention, une nouvelle usine de séchage dédiée à l'exportation et réitère l'intention de développer « une unité de production d'engrais entièrement intégrée qui devrait démarrer ses opérations d'ici 2023 avec une capacité d'un million de tonnes ».⁴⁹

En 2020, l'OCP a également signalé avoir déployé un procédé de flottation inversée à Bou Craa pour enrichir le phosphate à faible teneur en phosphore, afin de le rendre économiquement plus viable et exploitable.⁵⁰ Cela corrobore les déclarations antérieures de l'OCP selon lesquelles il procédait à l'exploitation des couches plus profondes de la mine à ciel ouvert, qui seraient de moindre qualité.⁵¹

Parallèlement à l'expansion des opérations de Phosboucraa, un pôle scientifique axé sur le développement des « provinces du sud » baptisé

Technopole est également en cours de développement à Foum El Oued sur un terrain de 600 ha.⁵²

La principale entreprise impliquée dans la construction du nouveau port est Archirodon des Pays-Bas/Grèce.⁵³ Elle indique que ses travaux pour Phosboucraa se déroulent au « Maroc », devaient durer de 2019 à 2023, selon un contrat d'une valeur de 450 millions de dollars.⁵⁴ La société n'a pas répondu aux courriers de WSRW, envoyés en 2019 et 2022.⁵⁵

D'autres sociétés impliquées sont : **Eccher/DEAL** (Italie), **SYSTRA** (France), **TERRASOL** (France), **Bygging-Uddemann AB** (Suède), **Jan de Nul Group** (Pays-Bas), **Kataskevastiki J. Dimitriou Ltd** (Grèce), **Geotelnika SARL** (Maroc), **COWI A/S** (Danemark), **Negri France** (France), **Tectone Group** (Maroc).

Sont impliquées récemment pour le port ou l'export : **Daewoo E&C and Korea Port Engineering Corp** (Corée du Sud), **Tecalemit Flexibles** (France), **Mobilis** (France), **DV Offshore** (France), **GM Equipements** (Maroc). **DEME Group** (Belgique) a manifesté son intérêt pour la construction du port.

Les détails concernant ces sociétés sont disponibles sur le site Web de WSRW.⁵⁶



La nouvelle usine d'engrais et port est située à 2,5 kilomètres au sud du quai existant. L'essentiel de l'ouvrage portuaire est déjà en place en 2022, tandis que les fondations de certaines unités industrielles sont sur le point d'être achevées.

En 2021, construction des fondations de ce qui est très probablement une nouvelle tour de contrôle, près du nouveau quai.

OCP

L'OCP SA est une entreprise nationale marocaine qui, depuis 1975, exploite la mine au Sahara Occidental par l'intermédiaire de sa filiale Phosphates de Boucraa S.A. L'OCP a revendiqué la propriété de la cargaison devant le tribunal sud-africain.

Financé par les 200 millions de dollars annuels du pillage du Sahara Occidental, l'OCP a engagé une grande troupe de cabinets d'avocats en droit international et de compagnies de relations publiques pour défendre son cas et gérer l'image de ses opérations.⁵⁷

RASD

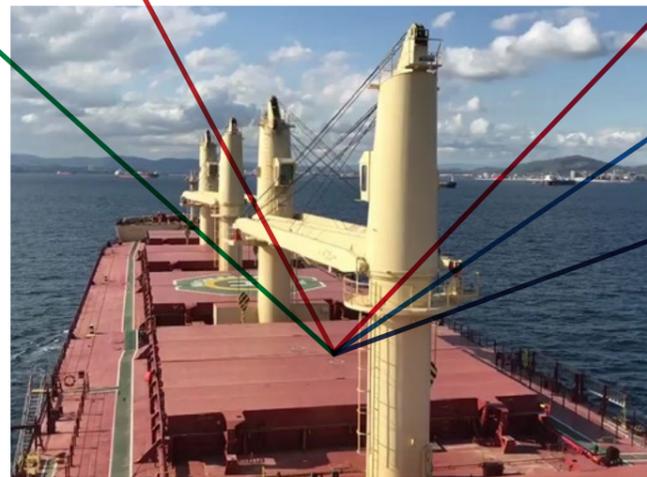
La République Arabe Sahraouie Démocratique (RASD) représentait le peuple du Sahara Occidental devant la cour. La RASD n'est pas reconnue comme un État membre de l'ONU, mais elle est un membre à part entière de l'Union Africaine. La République Sahraouie représente à la fois le peuple du Sahara Occidental qui a fui l'invasion marocaine et celui qui vit sous occupation marocaine. La structure de l'État se chevauche avec celle du Front Polisario, que l'ONU reconnaît comme le mouvement de libération nationale du territoire.

La cour de Panama a relâché le navire

Le 17 mai 2017, un tribunal maritime du Panama a ordonné la détention du navire Ultra Innovation, transportant du minerai du Sahara Occidental pour Agrium au Canada, par le port de Vancouver. 30 heures plus tard, une garantie financière a été engagée par la compagnie maritime pour la libération du navire. Le 5 juin, le tribunal maritime de Panama a décidé, sans organiser d'audience formelle, que la question ne pouvait être réglée par cette juridiction. Depuis, aucun navire transportant des cargaisons sahraouies n'a emprunté le canal de Panama.



Le cas des produits pillés



Navire :	IMO :	Pavillon :
NM Cherry Blossom	9703655	Îles Marshall
Cargaison estimée de minerai de phosphate :	Opérateur :	
55 000 tonnes	AM Nomikos	
Départ :	Arrestation :	Libération :
El Aaiún, Sahara Occidental, 13 avril 2017	À Port Elizabeth, Afrique du Sud, le 1er mai 2017	Le 8 mai 2018

Marchandises vendues aux enchères :
Le tribunal a ordonné la vente aux enchères de la cargaison, terminée le 19 avril 2018. La cargaison a été rachetée par l'affréteur.

FURNESS WITHY CHARTERING et MAERSK

L'affréteur du navire à destination de la Nouvelle-Zélande était Furness Withy, une compagnie d'exploitation et de courtage de cargaison sèche basée à Londres / Melbourne qui faisait alors partie de la société allemande Hamburg Süd. Cette entité était en soi entièrement détenue par l'Oetker Group, particulièrement connu internationalement pour ses pizzas congelées Dr Oetker. Mais sa branche d'expédition était apparemment responsable de l'affrètement de navires provenant du Sahara Occidental depuis de nombreuses années, probablement par l'intermédiaire de sa filiale en Australie, qui traite les cargaisons en vrac Australie-Europe.⁵⁹

WSRW a identifié environ 20 probables transports Furness / Oetker - mais non confirmés - au cours de la dernière décennie.⁶⁰ À l'arrivée du navire Furness Karumba en Australie en 2008, des représentants du syndicat maritime d'Australie sont montés à bord du navire pour remettre au capitaine une lettre de protestation contre le commerce des phosphates sahraouis. La lettre a également été envoyée aux entreprises impliquées dans le transport, ainsi qu'à l'importateur local.⁶¹

En 2017, le groupe danois Maersk a pris le contrôle de Hamburg Süd, filiale de Oetker Group. En juin 2018, Maersk a annoncé son intention de mettre fin aux engagements historiques des transports de Hamburg Süd depuis le Sahara Occidental. « Le contrat expire en 2018 et aucun autre contrat n'est prévu par la suite », écrivait la société.⁶²

Le 1er mai 2017, un incident intervenu en Afrique du Sud reste à ce jour très actuel. Ce jour-là le vraquier NM Cherry Blossom a été arraisonné à Port Elizabeth selon une ordonnance du tribunal, à la demande de la République Sahraouie (RASD). Le navire avait seulement prévu une brève escale afin de prendre du carburant sur le long voyage du Sahara Occidental vers la Nouvelle-Zélande. Peu de temps après son entrée au port, la RASD a présenté une requête à la Haute Cour sud-africaine, affirmant que la cargaison de 55 000 tonnes avait été illégalement extraite et exportée du Sahara Occidental par le gouvernement marocain.

Le 15 juin, un grand panel de trois juges de la Haute Cour à Port Elizabeth a confirmé l'acceptabilité de l'ordonnance du 1er mai 2017 et a décidé que l'affaire devait être jugée.⁶³ Le problème juridique central était la question des droits sur la cargaison : qui en est propriétaire, l'importateur néo-zélandais peut-il l'avoir légalement acquise après avoir été averti pendant des années par les autorités sahraouies ?

OCP SA, la compagnie nationale de phosphate du Maroc, a racheté la marchandise à la compagnie importatrice, Ballance Agri-Nutrients, agissant ainsi comme propriétaire dans les procédures judiciaires. En juillet suivant, cependant, OCP SA décidait de laisser tomber son droit sur la cargaison, accusant le tribunal sud-africain de rendre « un avis politique transparent » et de commettre « un grave abus de pouvoir », et ainsi de saboter le « processus de résolution de l'ONU ».⁶⁴

Le 23 février 2018, la Haute Cour confirmait que la RASD était propriétaire de la totalité de la cargaison du NM Cherry Blossom. Ni OCP SA ni Phosphates de Boucraa SA n'en ont jamais été légalement propriétaires et n'avaient le droit de vendre le minerai de phosphate à Ballance Agri-Nutrients.⁶⁵

AM NOMIKOS

AM Nomikos Transworld Maritime était le propriétaire et l'exploitant du NM Cherry Blossom. WSRW a contacté l'entreprise le 8 mai 2017 et n'a pas reçu de réponse.⁵⁸ AM Nomikos était également le propriétaire / opérateur du navire Sophiana transportant une cargaison similaire destiné à Ballance en novembre-décembre 2016.

BALLANCE AGRI-NUTRIENTS

Ballance Agri-Nutrients, une coopérative de Nouvelle-Zélande avait acheté la cargaison du NM Cherry Blossom. L'OCP a racheté la cargaison - et a donc agi en tant que propriétaire dans la procédure judiciaire - immédiatement après l'immobilisation du navire en Afrique du Sud.

Ballance Agri-Nutrients Limited fabrique, commercialise et distribue des engrais et produits connexes en Nouvelle-Zélande. Ballance et les usines que la coopérative a acquises au cours des années, sont acheteurs des phosphates Bou Craa depuis des décennies. L'entreprise a signé un accord à long terme avec l'OCP en 1999, obligeant l'OCP à fournir du phosphate à Ballance.

C'est le premier cas de ce genre concernant le pillage des ressources du territoire.⁶⁶ Il illustre l'augmentation du risque juridique et financier pour les entreprises participant au pillage illégal du Sahara Occidental. Ce risque est exacerbé depuis le jugement de la Cour de justice de l'UE le 21 décembre 2016 et sa conclusion rappelant que le Sahara Occidental a un statut séparé et distinct de tout autre pays au monde, ce qui inclut le Maroc.⁶⁷

La valeur du fret du NM Cherry Blossom était d'environ 5 millions de dollars US. En comparaison, le budget 2020 du UNHCR Algérie, qui gère les aides humanitaires accordées aux camps de réfugiés sahraouis en Algérie, dont les habitants sont les véritables propriétaires du minerai est de 37 millions de dollars US.

En 2017, en attendant que l'affaire soit jugée, l'affréteur s'est plaint au tribunal de la perte financière causée à la compagnie maritime par le délai. D'après les documents judiciaires que WSRW a obtenus, l'entreprise Furness Withy Chartering déclarait que les frais de détention du navire s'élevaient à 10 300 \$US par jour.

Le navire a finalement pu repartir en mai 2018, après 370 jours de détention. L'affréteur a perdu environ 3,5 millions de \$US.

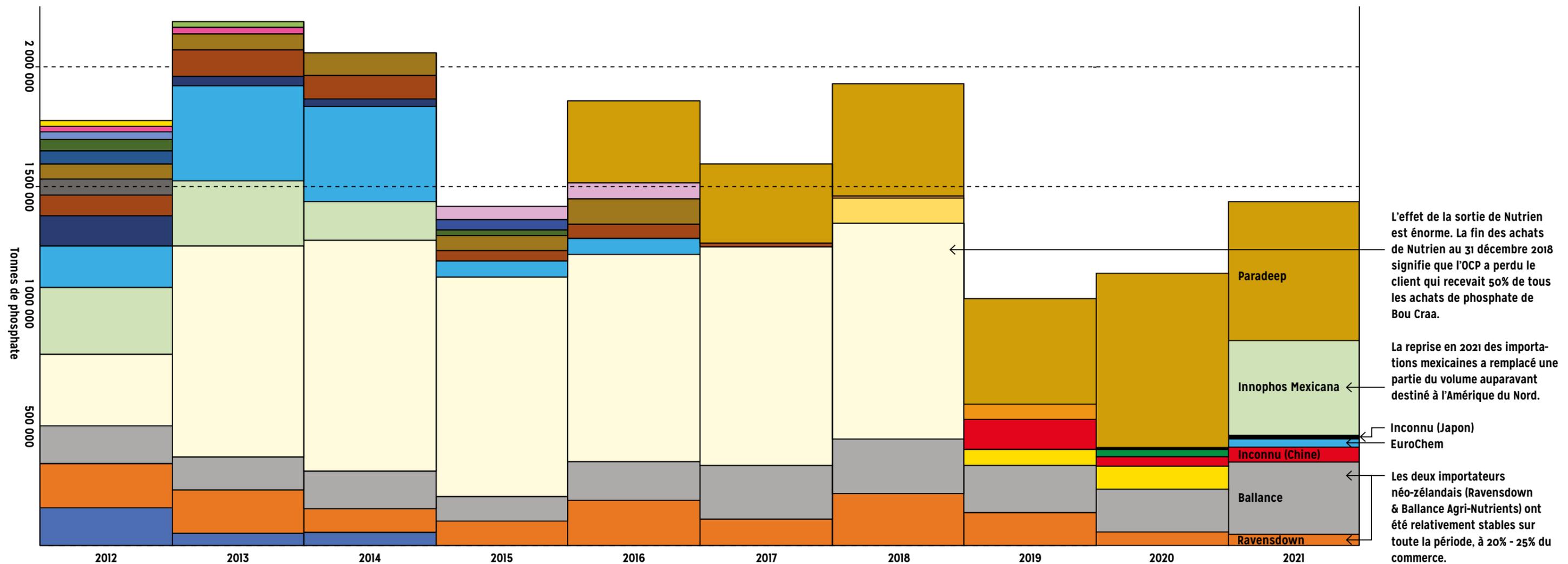
L'arrêt en Afrique du Sud a été un incident isolé pour l'importateur néo-zélandais Ballance Agri-Nutrients. Tous les navires pour la Nouvelle-Zélande se déplaçaient habituellement vers l'ouest par l'Amérique du Sud et le Pacifique. À la connaissance de WSRW, les navires à destination de la Nouvelle-Zélande n'avaient auparavant jamais emprunté la route Afrique du Sud et Océan Indien. Après les détentions des navires en Afrique du Sud et Panama, aucun navire transportant de telles cargaisons n'a pris ces routes.

Un changement massif s'est opéré dans la base clients depuis 2011.

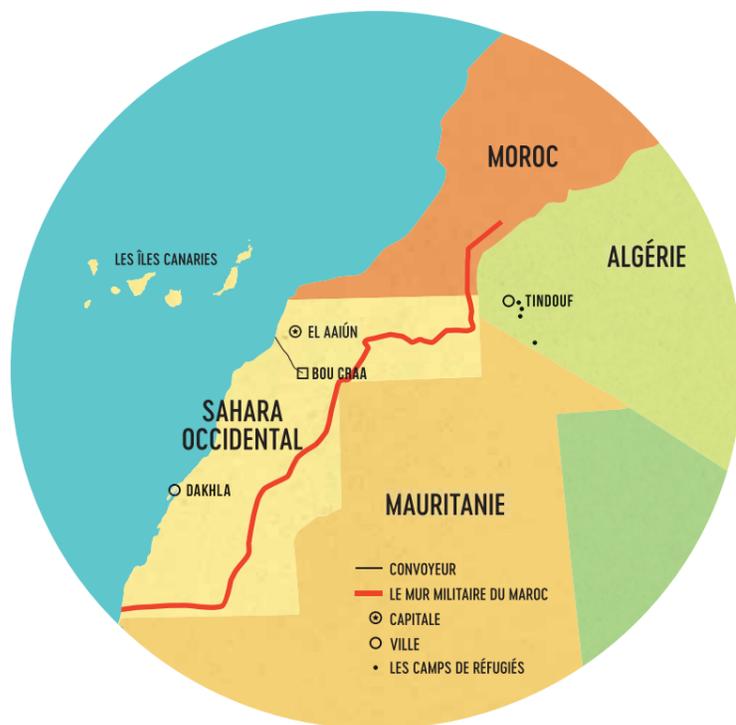
Le nombre d'entreprises importatrices est passé de 15 en 2011 à 7 en 2021.

Importations par entreprise en pourcentage des exportations totales

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Paradeep Phosphates Ltd.					18.5%	20.7%	24.3%	42.4%	64.0%	40.0%
Innophos Mexicana	15.7%	12.3%	7.7%							27.6%
Ballance Agri-Nutrients Ltd.	8.9%	6.4%	7.6%	7.3%	8.7%	14.0%	11.8%	18.6%	15.8%	20.6%
Inconnu (Chine)								12.1%	3.5%	4.3%
Ravensdown Ltd	10.4%	8.2%	4.9%	7.1%	10.1%	6.9%	11.2%	13.3%	4.9%	3.9%
EuroChem (Lituanie/Estonie)	9.8%	18.3%	19.4%	4.8%	3.7%					2.4%
Inconnu (Japon)								1.0%	0.6%	0.9%
Inconnu (Brésil)	1.4%							6.8%	8.5%	
Inconnu (Philippines)										2.6%
Coromandel Ltd							0.5%	5.7%		
Impact Fertilisers Pty. Ltd.	1.8%									
Incitec Pivot Ltd.	3.4%	3.2%	4.6%	4.5%	5.7%					
ISUSA	1.4%	1.2%								
Monomeros S.A.	4.7%	4.9%	4.8%	2.9%	3.1%	1.1%				
Nutrien (incl. Agrium/PotashCorp jusqu'en 2018)	16.8%	40.3%	46.8%	64.7%	46.6%	57.3%	46.7%			
Sinofert Holdings Ltd							5.5%			
Tripoliven, CA	7.1%	1.8%	1.6%							
Inconnu (Argentine)	3.1%									
Inconnu (Inde)	8.8%	2.3%	2.6%							
Inconnu (Lifosa AB?)					3.2%					
Inconnu (Point Comfort, USA)		1.1%								
Inconnu (Corée du Sud)	3.9%									
Inconnu (Ukraine)	2.6%			1.8%						
Inconnu (Gouvernement vénézuélien)				3.7%	3.7%					
Total des exportations (tonnes)	1 775 000	2 187 000	2 058 400	1 415 000	1 858 250	1 591 840	1 928 000	1 027 818	1 123 036	1 417 000



La prise de contrôle marocaine de la mine de Bou Craa



1947. Découverte des réserves de phosphate du Sahara Occidental à 130 km au sud-est de El Aaiún dans un endroit appelé Bou Craa. La réserve de phosphate est la première source potentielle de revenus miniers pour la puissance coloniale, l'Espagne.⁶⁸

Juillet 1962. L'Empresa Nacional Minera del Sahara est fondée pour exploiter la mine, détenue par une entreprise du secteur industriel public espagnol.

Mai 1968. L'entreprise est rebaptisée Fosfatos de Bucraa, SA, également connu comme Phosboucraa ou Fos Bucraa.

1972. L'Espagne commence à exploiter les mines. De nombreux Espagnols sont employés dans les mines, de même que des Sahraouis, la population autochtone du Sahara espagnol, nom sous lequel le territoire est connu à l'époque.

1975. La montée de la pression internationale pour décoloniser pousse l'Espagne vers une stratégie de retrait du Sahara espagnol. Une mission de l'ONU envoyée au Sahara espagnol en vue de la prévision d'un référendum prédit que le Sahara Occidental pourrait bien devenir le deuxième exportateur mondial de phosphates, après le Maroc. Le maintien d'une revendication sur les gisements de phosphate était un facteur clé pour la puissance coloniale. Échouant à décoloniser le Sahara Occidental correctement en permettant au peuple du territoire d'exercer son droit à l'autodétermination, l'Espagne conclut les accords de Madrid. Elle transfère ainsi illégalement l'administration du territoire au Maroc et à la Mauritanie, tout en conservant une part de 35 % des mines de Bou Craa. Aucun État au monde, ni l'ONU, ni le peuple du Sahara Occidental,

n'a reconnu le transfert de l'autorité de l'Espagne à ces deux États. La Mauritanie s'est retirée en 1979 et a admis s'être trompée d'avoir revendiqué et occupé le territoire.

Dans le même temps en 1975, retrouvant son autorité après l'échec de deux coups d'État, le roi Hassan II du Maroc ordonne à l'armée marocaine d'envahir le Sahara Occidental. Le Roi a peut-être espéré que cela donnerait au Maroc un meilleur levier pour déterminer les prix mondiaux du phosphate, comme l'OPEP sur le prix du pétrole.⁶⁹

1^{er} janvier 1976. Les accords de Madrid entrent en vigueur et après une période de transition de 16 mois, l'OCP prend en charge la gestion des mines.⁷⁰

2002. L'Espagne vend sa part de 35% de Bou Craa.

2014. L'OCP introduit à la Bourse irlandaise une première souscription d'obligations pour 1,55 milliard de \$US.⁷¹ Il y déposera un an plus tard un prospectus pour un placement similaire.⁷²

2020. En novembre, le Maroc viole l'accord de cessez-le-feu négocié par l'ONU en 1991 avec le Front Polisario. Des affrontements armés s'en suivent. Le Polisario déclare la guerre quelques jours plus tard, exhortant « tous les pays du monde et les secteurs public et privé à s'abstenir de toute activité de quelque nature que ce soit dans le territoire sahraoui devenu une zone de guerre ouverte ».⁷³

2022. Le Maroc continue à exploiter la mine au Sahara Occidental occupé. Les exportations des dernières années ont généré pour le Maroc un revenu annuel d'environ 150-350 millions de dollars US, provenant d'une mine qui ne lui appartient pas.

« Nous avons acheté le navire Golden Keen avec un contrat d'affrètement établi début 2017 et, malheureusement, le Sahara Occidental n'a pas été exclu du contrat d'affrètement. Le navire a été affrété à une tierce partie pour le reste de l'année 2017, et nous n'étions donc pas en mesure d'arrêter les transports depuis le Sahara Occidental sur ce navire en particulier. Dans les nouveaux contrats d'affrètement, nous incluons une exclusion du Sahara Occidental. [...] Nous avons également inclus dans notre politique l'exclusion des cargaisons du Sahara Occidental, au-delà des clauses contractuelles types. »

Global Ocean Management AS en février 2018, à propos d'une cargaison de 79 000 tonnes à destination des USA en août 2017.⁷⁵

« Étant basés en Asie, nous confessons que nous ne savions rien au sujet du Sahara Occidental. Nous n'avons fait qu'un seul transport... mais maintenant que nous comprenons la question, nous ne feront plus aucun contrat sur du commerce partant de là-bas. »

Jinhui Shipping à South China Morning Post concernant un transport destiné à la Nouvelle-Zélande, 2008.⁷⁶

« Nous avons une clause distincte qui exclut tout commerce au Sahara Occidental »

Seven Seas Carriers, 2015.⁷⁷

« Une erreur malheureuse »

Uglands Rederi concernant un transport effectué par une société d'affrètement en 2015.⁷⁸

« Une situation regrettable »

Belships ASA concernant un transport de cargaison vers Innophos en 2021.⁷⁹

« Nous avons exclu le Sahara Occidental en tant que territoire de commerce »

Spar Shipping le 10 janvier 2019.⁸⁰

Pic P

Le phosphate est un composant essentiel des engrais desquels dépendent la production et la sécurité alimentaire mondiale. Il existe depuis quelque temps des préoccupations sur cette dépendance de la population mondiale à une réserve limitée de phosphore, et sur ses implications sur la productivité agricole, les prix des aliments et de la nourriture de la population mondiale, en particulier dans les pays en développement. Le terme « pic phosphore » a rejoint la notion de « pic pétrolier » dans le lexique des pénuries du 21^{ème} siècle. Il n'existe aucun substitut au phosphore dans l'agriculture.

La zone Maroc, augmentée ou non du Sahara Occidental, contrôle les plus grandes réserves de phosphate au monde et fait du Maroc le second plus grand producteur de phosphate au niveau international.⁷⁴

Le besoin mondial croissant en minerai de phosphate et en engrais a été un des facteurs des fluctuations étranges du prix du marché du minerai en 2008. Comme les prix de la demande alimentaire mondiale et de l'alimentation ont augmenté, il y a eu une demande accrue de phosphate.

Les compagnies impliquées dans le commerce

Sept entreprises et coopératives ont été impliquées dans les importations de phosphate du Sahara Occidental en 2021.

1

O.C.P SA (Maroc / Irlande)



OCP SA est une compagnie nationale marocaine qui, depuis 1975, exploite la mine au Sahara Occidental. Le travail s'effectue par l'intermédiaire de sa filiale Phosphates de Boucraa S.A.

Entreprise principalement nationale, il n'est pas possible aux investisseurs étrangers d'acheter des actions OCP.

Toutefois, des obligations OCP sont offertes aux investisseurs marocains via la bourse de Casablanca depuis 2011, et aux investisseurs internationaux par le biais de la Bourse irlandaise depuis 2014. Plusieurs investisseurs institutionnels ont, depuis, exclu l'OCP de leurs portefeuilles pour son implication au Sahara Occidental.

Les affaires de l'OCP à la Bourse irlandaise sont gérées par Barclays, Morgan Stanley et JP Morgan, compagnies multinationales de services financiers basées au Royaume-Uni et aux États-Unis.

La compagnie a chargé les entreprises SenateSHJ, DLA Piper, KPMG, Covington & Burling, Palacio y Asociados, Edelman et Dechert LLP de plaider la légalité des opérations de l'OCP au Sahara Occidental. Parallèlement aux campagnes de lobby, les entreprises mentionnées émettent également des rapports qui affirment la solidité légale de l'exploitation de Bou Craa en raison du bénéfice prétendu pour le peuple sahraoui. Aucun de ces rapports n'a été mis à la disposition des Sahraouis ou de WSRW.

2

PARADEEP PHOSPHATES LTD (Inde / Maroc)



Le navire Illia à Valence, en Espagne, en août 2021, peu avant d'entrer dans les eaux sahraouies. Elle y a chargé 55 974 tonnes de minerai de phosphate pour son client Paradip en Inde.

Paradeep Phosphates Limited (PPL) produit, commercialise et distribue des engrais et des sous-produits à base de phosphate à usage agricole.⁶¹ La compagnie a été créée en 1981 en joint venture entre le gouvernement de l'Inde et la République de Nauru. En 1993, le gouvernement indien a pris la totalité de la propriété de l'entreprise. En raison de pertes significatives à la fin des années 90, le gouvernement de l'Inde a décidé d'en céder 74% en février 2002. Cette part a été achetée par Zuari Maroc Phosphates Pvt Ltd, une joint-venture 50-50 de Zuari Agro-Chemicals Ltd (filiale du groupe indien Adventz) et Maroc Phosphore SA - une filiale en propriété exclusive de l'OCP. Aujourd'hui, PPL opère en tant que filiale de Zuari Maroc Phosphates, qui détient 80,45% de participation, tandis que le gouvernement indien détient les 19,55% restants.⁶² En d'autres termes, PPL appartient au gouvernement du Maroc, à un conglomérat privé indien (groupe Adventz) et au gouvernement indien. En 2021, cependant, le Securities & Exchange Board (Sebi) indien a approuvé les projets de Paradeep visant à éponger les fonds par le biais d'une offre publique initiale (IPO) par laquelle Zuari Maroc Phosphates et le gouvernement indien offriront des actions.⁶³

PPL a son siège social à Bhubaneswar, en Inde, et reçoit le minerai de phosphate dans la ville portuaire de Paradip, à environ 120 kilomètres à l'est.⁶⁴

Selon les recherches de WSRW, PPL a reçu 10 cargaisons de minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé en 2021, totalisant environ 572 336 tonnes pour une valeur estimée à 141,02 millions de dollars US. Soit une augmentation de 63% par rapport à l'année précédente.

Un prospectus déposé par PPL en août 2021, indique que la société

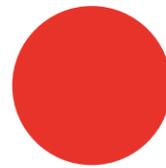
a conclu un accord d'approvisionnement à long terme avec OCP le 1er janvier 2021 pour l'achat de ce que l'entreprise appelle « notre matière première la plus importante en valeur, le minerai de phosphate ». L'accord a une durée de trois ans, expirant le 31 décembre 2023, prolongeable par tacite reconduction pour des périodes successives de deux ans. Dans le cadre de l'accord, PPL est obligé d'acheter une quantité minimale de 0,8 million à 1,5 million de tonnes par année contractuelle. À noter que PPL importe également des mines gérées par l'OCP au Maroc.⁶⁵

Le Prospectus précise également que le prix par tonne est calculé selon une formule incluse dans l'accord et soumis à un prix plancher. L'OCP accorde à PPL une certaine remise sur la valeur totale de la quantité achetée annuellement, si PPL achète tout le minerai requis exclusivement de l'OCP au cours de cette année contractuelle.

En raison de l'arrêt des exportations vers l'Amérique du Nord, Paradeep était en 2019 et 2020, de loin, le plus gros importateur de minerai de phosphate du territoire. L'entreprise a acheté 40% de la production de Bou Craa au cours de 2021.

2021 est la sixième année d'importations régulières par PPL, bien que l'entreprise ait importé auparavant du Sahara Occidental occupé. WSRW avait suivi une importation PPL venant de Phosboucraa au cours de l'exercice 2011-2012.⁶⁶ Aucun des courriers envoyés par WSRW à PPL depuis 2015 n'a reçu de réponse.⁶⁷

3 INNOPHOS HOLDINGS (USA)



Malgré des promesses antérieures, la société américaine Innophos Holdings a repris les importations de minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé vers le Mexique. L'entreprise est devenue le premier importateur au cours du second semestre : de l'arrivée de la première cargaison le 2 août 2021 jusqu'à la fin de l'année, Innophos a reçu 43 % de tout le minerai de phosphate expédié du Sahara Occidental occupé. Les sept cargaisons reçues au cours des cinq derniers mois de 2021 ont totalisé 391 000 tonnes, plus que tout autre importateur impliqué au cours de la même période.

L'entreprise a auparavant été impliquée dans le même commerce de deux manières différentes. D'une part, sa filiale Innophos Mexicana importait directement à Coatzacoalcos jusqu'en 2015. D'autre part, l'entreprise était impliquée dans l'ancien commerce vers les États-Unis, en étant le principal client de l'usine de PotashCorp à Geismar, en Louisiane. Le produit était expédié de PotashCorp à Innophos via un pipeline. L'usine de PotashCorp, qui fournissait du phosphate sahraoui à Innophos, a été fermée fin 2018 par Nutrien, fusion de PotashCorp Inc. et d'Agrium Inc.⁸⁸

De 2010 à 2022, WSRW a envoyé à Innophos sept courriers concernant les achats de l'entreprise dans le territoire occupé, sans recevoir de réponse.⁸⁹ Innophos a fait l'objet de multiples désinvestissements. Le conseil éthique du fonds de pension norvégien a élaboré une longue analyse sur la raison éthique de l'exclusion de l'entreprise. Pour la même raison, la société avait également été exclue des portefeuilles du fonds de pension luxembourgeois et de la Danske Bank, parmi d'autres.⁹⁰

En 2018, la société a annoncé retirer son implication dans le commerce des phosphates du Sahara Occidental.

« Dans le cadre de l'engagement d'Innophos en matière de responsabilité sociale globale et de bonne gestion de l'entreprise, Innophos ne participera plus indirectement à une chaîne d'approvisionnement en matières premières qui origine son minerai de phosphate de

Le vraquier Amis Ace décharge du phosphate sur le quai de la société Innophos à Coatzacoalcos, au Mexique, le 3 août 2021. Western Sahara Resource Watch (WSRW) a obtenu des images prise par drone du navire déchargeant la cargaison. Les images montrent le minerai de phosphate provenant du Sahara Occidental occupé déchargé sur un système de tapis roulant et transporté verticalement dans un grand bâtiment blanc utilisé ou détenu par Innophos Mexicana, une filiale locale de la société américaine Innophos Holdings.

la région du Sahara Occidental en Afrique, région dans laquelle la société n'a pas acheté directement de matières premières depuis plus de trois ans », a publié Innophos Holdings dans un communiqué de presse du 2 juillet 2018.⁹¹

En 2020, Innophos Holdings s'est retirée du Nasdaq et n'a donc plus d'actionnaires responsables envers qui rendre des comptes.

Certaines entreprises affirment n'avoir d'autre choix que d'importer le minerai du Sahara Occidental. Néanmoins, un fait survenu en janvier 2022 laisse penser que l'usine Innophos peut bien se passer des phosphates sahraouis et se contenter de s'approvisionner au Maroc à la place. Le 22 décembre 2021, le vraquier Dynamic Striker a mouillé à l'extérieur du port d'exportation de Bou Craa. Cependant, il n'a pas chargé de fret et le 14 janvier 2022, le navire a continué à vide jusqu'à Casablanca. Là, il a été chargé d'une cargaison provenant d'une mine marocaine, avant de se diriger vers l'usine d'Innophos à Coatzacoalcos le 19 janvier 2021. L'incident suggère que les usines d'Innophos peuvent tout aussi bien fonctionner avec du minerai extrait au Maroc.

Lorsque les premiers navires ont quitté les eaux du Sahara Occidental pour le Mexique en 2021, les navires ont informé via leur communication dite AIS qu'ils se dirigeaient vers la Virginie, aux États-Unis. Cela s'est avéré incorrect.

4 BALLANCE AGRI-NUTRIENTS LTD (Nouvelle-Zélande)



Ballance Agri-Nutrients Limited fabrique, commercialise et distribue des engrais et des produits dérivés en Nouvelle-Zélande. Ballance Agri-Nutrients a deux usines de transformation du phosphate à Mount Maunganui et Awarua en Nouvelle-Zélande. C'est une coopérative détenue par des agriculteurs, et non inscrite en bourse.⁹² Les usines Ballance utilisent le minerai du Sahara Occidental depuis les années 1980. La société a, en 1999, signé avec l'OCP un contrat d'approvisionnement à long terme.⁹³ Ballance affirme que ses « cadres et administrateurs visitent régulièrement le Sahara Occidental ».⁹⁴

Au cours de 2021, Ballance a reçu cinq cargaisons de minerai de phosphate extrait illégalement du Sahara Occidental occupé. Les cargaisons sont d'un volume total estimé de 292 000 tonnes, pour une valeur d'environ 72 millions de \$US. Le volume d'importation de 2021 est le plus important jamais enregistré pour cette entreprise depuis que WSRW a commencé la surveillance quotidienne en 2012. Les importations de Ballance ont alors oscillé entre 104 000 et 215 500 tonnes.

WSRW a contacté Ballance annuellement depuis 2015, mais n'a jamais reçu de réponse à ses questions. En 2014, Ballance avait écrit à WSRW que « les Nations Unies n'interdisent pas le commerce des ressources du Sahara Occidental. Ce commerce ne contrevient pas non plus à un avis juridique des Nations Unies ».⁹⁵



Le vraquier Oceanmaster dans le port de Napier, en Nouvelle-Zélande, en août 2021, lors de sa mission de déchargement d'environ 55 000 tonnes de minerai de phosphate pour le client de l'OCP, Ballance Agri-Nutrients.

La compagnie a cependant fait une brève déclaration sur son site Web pour expliquer ses importations en provenance du Sahara Occidental. Ballance y compare le Sahara Occidental à la petite île de Tokelau. Un parallèle incorrect, car si Tokelau est en effet répertorié par l'ONU comme un territoire non autonome, son peuple a jusqu'à présent voté deux fois en faveur de son administration par la Nouvelle-Zélande. Ballance déclare en outre qu'elle opère selon des « attentes de l'ONU », non spécifiées, et qu'elle est donc convaincue qu'elle s'approvisionne légalement et éthiquement au Sahara Occidental.⁹⁶ WSRW a écrit à Ballance en janvier 2022 pour demander des éclaircissements sur ces attentes de l'ONU, et n'a pas reçu de réponse.⁹⁷

5 RAVENSDOWN LTD (Nouvelle-Zélande)

Ravensdown Fertiliser Co-operative Limited est un producteur d'engrais pour l'agriculture qui fonctionne en coopérative d'agriculteurs et n'est coté dans aucune bourse. La coopérative importe habituellement vers ses usines de Christchurch, Napier et Dunedin, en Nouvelle-Zélande. En 2021 Ravensdown n'a acheminé des marchandises que vers les deux derniers.

WSRW a suivi une cargaison destinée à Ravensdown en 2021, estimée à 55 000 tonnes pour une valeur nette d'environ 13,5 millions de dollars US. Les importations en 2020-2021 représentent une forte diminution par rapport aux années 2012-2018 pendant lesquelles le volume était de l'ordre de 100 000 à 215 000 tonnes. WSRW a contacté l'entreprise pour la dernière fois au sujet du commerce le 25 janvier 2022.⁹⁸ Pour la première fois depuis des années, l'entreprise a répondu, déclarant « reconnaître la gravité de vos préoccupations et réitérer notre engagement à nous tenir au courant des développements politiques et juridiques internationaux », et suggérant WSRW doit contacter le ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce pour toute question à ce sujet.⁹⁹

Dans son rapport intégré 2020, Ravensdown a publié à propos des importations en provenance du Sahara Occidental que « pour gérer les risques d'approvisionnement, nous avons continué à explorer des sources supplémentaires de minerai de phosphate » et ajouté qu'il testait plusieurs types de minerai différentes.¹⁰⁰ WSRW a demandé à l'entreprise si son objectif était d'avoir des sources d'approvisionnement de secours ou si elle envisageait de remplacer les importations du Sahara Occidental, comme conseillé par le gouvernement néo-zélandais, mais n'a pas reçu de réponse. Une déclaration de la compagnie en juin 2021 précise que les essais ont jusqu'à présent échoué.¹⁰¹

La position de la société sur les importations du Sahara Occidental

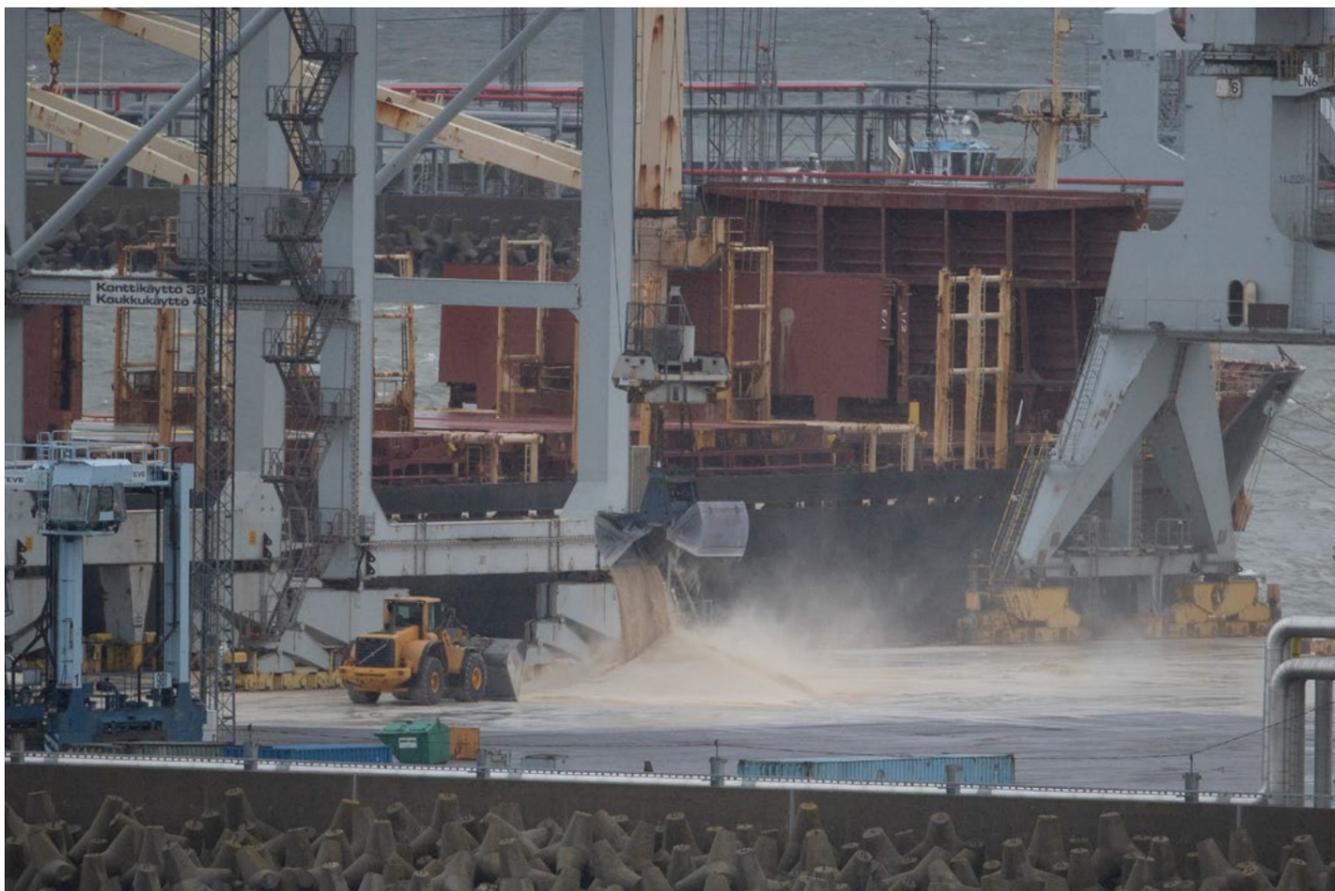


Le Amoy Dream à son entrée au port de Dunedin, en Nouvelle-Zélande, le 14 août 2019. En 2021, Ravensdown n'a reçu qu'une seule cargaison provenant du territoire occupé, comme en 2020.

semble cependant inchangée.

L'entreprise continue de se référer à un cadre de travail des Nations Unies - non identifié - « dans des territoires comme ceux-ci », qui énoncerait que « les opérations doivent promouvoir le progrès économique et fournir des bénéfices directs et indirects aux habitants du territoire et au territoire lui-même. Les conditions de travail doivent être non discriminatoires. Les opérations doivent être menées de manière rationnelle et durable pour garantir un accès à long terme aux ressources. »¹⁰²

WSRW ne connaît qu'un seul cadre des Nations Unies qui s'applique spécifiquement à l'exploitation des ressources minérales du Sahara Occidental, et c'est l'avis juridique des Nations Unies de 2002.¹⁰³ Cet avis conclut clairement que toute exploitation des ressources du territoire doit pour être légale se faire conformément aux souhaits et intérêts du peuple du Sahara Occidental. L'élément souhait - le corollaire du droit à l'autodétermination - a été traduit par différents organes conventionnels des Nations Unies et la Cour de justice de l'UE par la nécessité d'un consentement préalable, libre et éclairé. C'est cet élément clé que Ravensdown continue d'ignorer et d'éviter.



Une cargaison de minerai de phosphate transporté vers l'Estonie en octobre 2021 était la première importation en Europe depuis cinq ans et c'est la première exportation connue de minerais de la zone de conflit du Sahara Occidental vers l'Estonie jamais enregistrée.

La compagnie responsable, EuroChem Group, est une société russe dont le siège est à Zoug, en Suisse, avec des installations de production dans plusieurs pays du monde. La filiale en Lituanie - Lifosa - importait depuis le Sahara Occidental pendant des décennies, jusqu'à l'arrêt du commerce en 2016.

EuroChem avait alors écrit à WSRW que « l'augmentation de l'autosuffisance du groupe en minerai phosphaté a été une priorité pour des considérations à la fois stratégiques et sociales » et que « il pourrait intéresser Western Sahara Resource Watch que [...] le Groupe n'a pas l'intention d'acheter du minerai de phosphate du Sahara Occidental en 2016 ni à aucun moment dans un avenir prévisible ».¹⁰⁴

Cependant, la nouvelle cargaison contredit cette affirmation.

En 2020, EuroChem a ouvert son tout nouveau terminal portuaire - d'un coût de 70 millions d'euros - à Sillamäe, en Estonie. WSRW a contacté EuroChem à trois reprises concernant l'importation unique en Estonie, mais n'a pas reçu de réponse.¹⁰⁵

WSRW a observé que le phosphate était chargé dans des camions en attente, qui faisaient la navette entre le navire et l'installation d'EuroChem. Le site d'information estonien Delfi a également publié sur les importations.¹⁰⁶

Lors d'une conversation téléphonique avec des médias estoniens, un employé local d'EuroChem a confirmé que la cargaison transportée

Western Sahara Resource Watch était présent lorsque le cargo Nazenin a déchargé du minerai de phosphate provenant du Sahara Occidental occupé dans le port estonien de Sillamäe le 18 octobre 2021.

par le Nazenin était arrivée à EuroChem. Cependant, la compagnie a ignoré les autres questions du journaliste, bien qu'elle ait promis d'y répondre.

EuroChem possède non seulement une usine d'engrais à l'intérieur même du port de Sillamäe, mais dispose également de services logistiques par rail ou par camion vers l'Europe et la Russie.

L'ancien commerce d'EuroChem avec la Lituanie s'est fait via sa filiale Lifosa AB, qui est devenue une filiale d'EuroChem en 2002.

WSRW est en dialogue avec Lifosa et EuroChem Group depuis 2010. Mais la réticence initiale de l'entreprise à répondre de manière approfondie aux questions de WSRW a entraîné le retrait de Lifosa en 2011 de la liste des entreprises adhérant au Pacte mondial des Nations Unies.

L'entreprise a déclaré en mars 2014 qu'elle cherchait à mettre en place des moyens de diversification des achats externes. En 2013-2014, le commerce vers la Lituanie était d'environ 400 000 tonnes par an.

WSRW n'a observé aucune expédition de cargaison vers Lifosa depuis octobre 2016. WSRW a écrit à EuroChem le 3 décembre 2019 pour demander la confirmation que l'entreprise a maintenant arrêté toutes les nouvelles importations en provenance du Sahara Occidental.¹⁰⁷ La société a répondu qu'elle n'avait « pas l'intention » d'acheter à nouveau au Sahara Occidental.¹⁰⁸



Un navire est arrivé en Chine en 2021, dans le port de Jinzhou. On ne sait pas qui est l'importateur de cette cargaison, estimée à 61 000 tonnes.

IMPORTATEUR AU JAPON - ÉVENTUELLEMENT ITOCHU CORP

En 2020, pour la troisième fois en deux ans, un très petit vraquier a entrepris le long voyage du port de phosphate d'El Aaiún jusqu'à Moji, au Japon. Le 17 août 2021, le navire Franbo Logic est arrivé avec à bord ce que WSRW estime à 12 000 tonnes de minerai de phosphate.

WSRW a des raisons de considérer Itochu Corp comme responsable des importations. Itochu Corp est considérée comme un « sogo shosha » de premier plan, une entreprise japonaise qui commercialise une grande

variété de produits et de matériaux, agissant comme intermédiaire et s'engageant souvent aussi dans la logistique, le développement d'usines et l'exploitation internationale des ressources. WSRW et Friends of Western Sahara Japan ont envoyé un courrier à l'entreprise le 23 février 2022, sans réponse à ce jour.¹⁰⁹

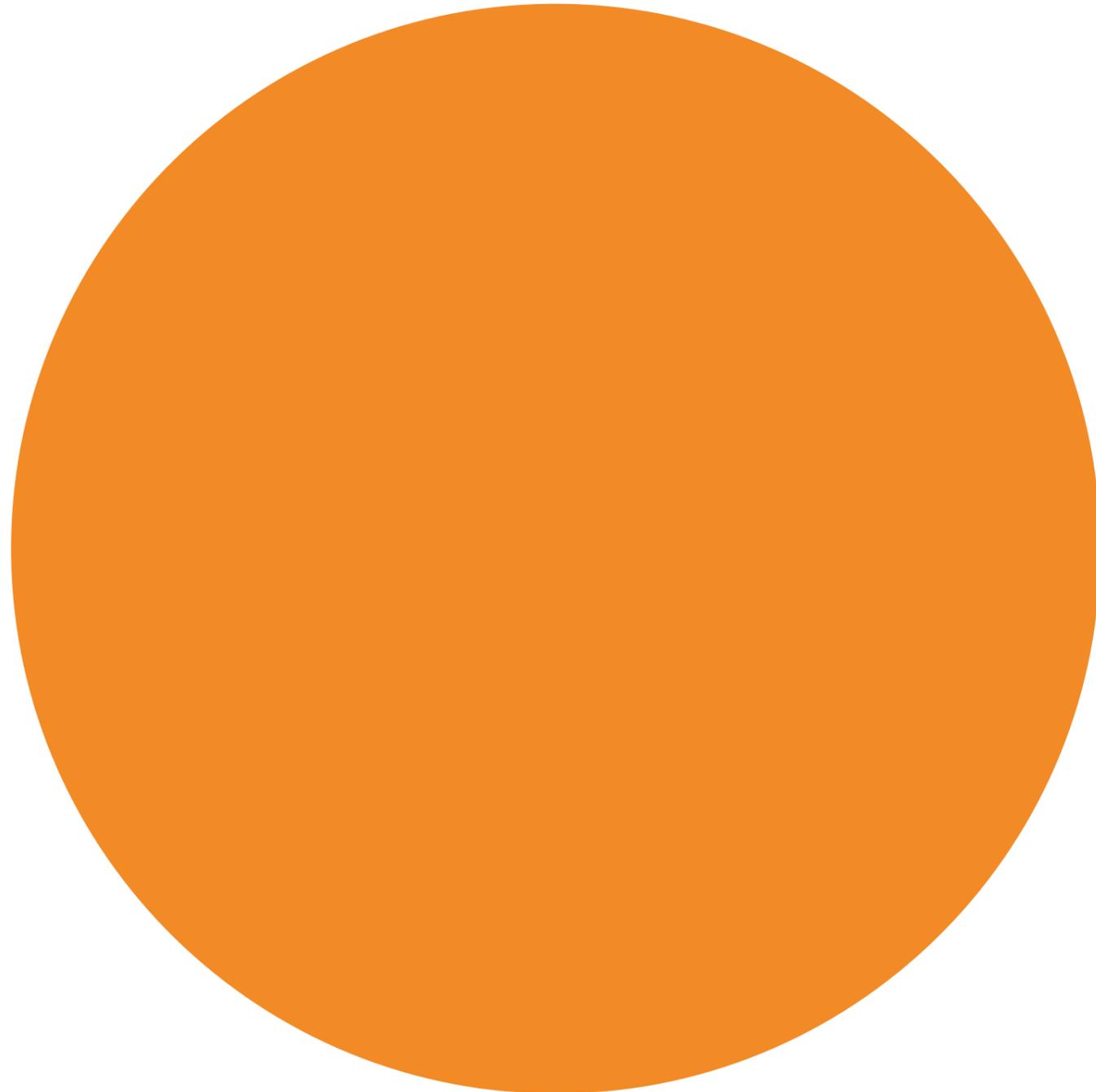
« Suite aux courriels que je vous ai envoyés les 19 octobre 2013, 15 novembre 2013, 15 juillet 2014, 10 septembre 2014, 16 octobre 2014, 10 février 2015, 4 mars 2015, 5 janvier 2016, 14 janvier 2016, 2 février 2016, 10 Février 2016, 15 mars 2016, 30 août 2016, 27 septembre 2016, 13 octobre 2016, 16 novembre 2016, 12 janvier 2017 et 13 février 2017, 13 mars 2017, 23 avril 2017, 28 mars 2018, avril 2019, je vous écris à nouveau pour un suivi de questions très importantes. »



Senia Bachir Abderahman, réfugiée sahraouie, a le 1er février 2020 pour la vingt troisième fois, demandé à l'OCP des copies des rapports commandés par l'OCP et dont les compagnies importatrices affirment qu'ils légitiment leurs opérations. Elle n'a reçu aucune réponse.

Les compagnies sous observation

Certaines entreprises ont dans le passé été identifiées comme importatrices. Les compagnies suivantes n'ont pas été impliquées dans le commerce au cours des dernières années, mais WSRW estime qu'il existe un risque qu'elles le reprennent.



CHINA MOLYBDENUM et probablement d'autres (Brésil)



Les exportations marocaines de minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé vers une société chinoise au Brésil ne se reproduiront plus, selon la société d'importation chinoise.

En 2021, WSRW a suivi les expéditions de cargaison de minerai de phosphate du Sahara Occidental occupé vers un complexe industriel à Cubatão, au Brésil.¹⁰ Une flotte de camions a été vue transportant la cargaison à 20 minutes du port, jusqu'à ce qu'ils franchissent les portes de sécurité de la grande zone industrielle.

D'après ce que WSRW a appris de sources à Santos, en fait deux importateurs étaient responsables des cargaisons. L'une des deux sociétés, Copebras, filiale au Brésil de la société China Molybdenum, n'a pas répondu à une sollicitation des médias brésiliens suite à l'information.¹¹ WSRW a également contacté China Molybdenum plus tôt en 2021, sans réponse.¹² Cependant, les investisseurs de la société ont eu plus de succès.

WSRW a été en contact avec trois des propriétaires de China Molybdenum qui ont tous reçu les mêmes informations du service des relations avec les investisseurs de la société. L'entreprise avait arrêté les achats.

« Nous avons pris contact avec l'entreprise afin d'en savoir plus sur l'incident. Nous avons eu un bon échange avec les dirigeants de l'entreprise. Ils nous ont assuré qu'il s'agissait d'un incident ponctuel, et que c'est un sujet qu'ils suivent de près. La compagnie a précisé qu'elle n'achèterait pas de phosphate, sans avoir effectué une vérification préalable plus poussée », a déclaré Kiran Aziz, analyste principal chez KLP Asset Management en Norvège, à WSRW.

Un autre investisseur chinois en molybdène avait reçu la réponse qu'aucune autre importation n'aurait lieu.

Le 20 juin 2020, le cargo Lalis D est arrivé à Santos, au Brésil, avec du minerai de phosphate de la mine de Bou Craa. Une flotte de camions a ensuite transporté la cargaison vers la zone industrielle fermée de Cubatão, perdant un peu de minerai en route.

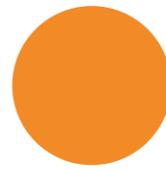
La société chinoise aurait précisé aux propriétaires que les incidents ne faisaient pas partie d'un accord à long terme.

WSRW a identifié trois expéditions de cargaisons vers le Brésil en 2020 et deux en 2019, d'une quantité totale transportée d'environ 166 600 tonnes. Aucune expédition de phosphate n'a été effectuée du Sahara Occidental vers le Brésil depuis décembre 2020.

D'après ce que WSRW a appris de sources sur le terrain au Brésil en décembre 2020, une autre société - Cesari Fertilizantes (Cefertil), qui fait partie de Grupo Cesari - était également impliquée dans les importations de minerai du territoire. Cette société a nié son implication aux médias brésiliens.

Le groupe brésilien Cesari, propriétaire de Cefertil, a répondu que Cefertil n'utilise pas de phosphate sahraoui pour ses préparations. « En plus de cela, nos contrats d'industrialisation et de stockage contiennent des clauses spécifiques dans lesquelles le client est responsable de l'origine du produit », a expliqué la société. La grande zone industrielle de Grupo Cesari à Cubatão offre des installations de stockage à plusieurs entreprises, y compris des entreprises qui ne font pas partie du portefeuille de Cesari. L'une de ces sociétés est Mosaic Fertilizantes, la filiale brésilienne de Mosaic Company, le plus grand producteur d'engrais à base de phosphate des États-Unis. En 2015, Mosaic a informé qu'elle n'importerait plus de phosphate du Sahara Occidental. Cette position a également été confirmée à WSRW en 2019.

INCITEC PIVOT LTD (Australie)



Incitec Pivot Ltd, également appelé IPL, est une multinationale australienne impliquée dans la fabrication, le commerce et la distribution d'engrais. Le secteur engrais de la multinationale comprend Incitec Pivot Fertilisers (IPF), Southern Cross International (SCI) et Fertilizers Elimination (Elim).

Incitec Pivot a importé du phosphate du Sahara Occidental pendant 30 ans. Depuis 2003 la naissance d'Incitec Pivot d'une fusion entre Incitec Fertilizers et Pivot Limited, la compagnie avait importé en continu.

Incitec Pivot a son siège à Melbourne, Victoria en Australie, et est inscrit à l'Australian Securities Exchange. Aujourd'hui, Incitec Pivot est le plus grand fournisseur de fertilisant d'Australie, mais commercialise aussi ses produits à l'étranger, comme en Inde, au Pakistan et en Amérique latine. IPL fabrique un éventail de fertilisants, mais a utilisé le phosphate sahraoui pour ses produits dits superphosphate fabriqués dans ses usines de Geelong et Portland.¹¹³

Les dernières cargaisons observées à destination de Incitec Pivot datent de l'année civile 2016, Incitec Pivot avait acheté trois cargaisons de minerai de phosphate du Sahara Occidental, totalisant 105 000 tonnes, d'une valeur estimée à 12,1 millions de dollars US. C'était une augmentation substantielle par rapport aux 63 000 tonnes de phosphate sahraoui importées en 2015, comme l'avait confirmé la compagnie.

Incitec Pivot a déclaré à l'Association australienne Sahara Occidental en décembre 2017 qu'elle n'avait pas effectué d'importations depuis décembre 2016, car elle s'approvisionne maintenant en phosphate au Togo. WSRW n'a en effet pas suivi de cargaison pour cette entreprise depuis lors.

WSRW a écrit pour la dernière fois IPL le 3 décembre 2019, sans réponse.¹¹⁴



Le Ithaki repéré au large du port de Las Palmas le 20 mai 2015, où il a pris du carburant peu de temps après son départ du port d'El Aaiún.

NUTRIEN/SINOFERT (Chine/Canada)



Le 28 novembre 2018, la société chinoise Sinofert Holdings Limited, a importé dans le port chinois de Lianyungang une cargaison du Sahara Occidental. Sinofert Holdings Limited, le plus grand producteur et distributeur d'engrais en Chine. Voir dans P pour Pillage 2019. Le groupe chinois Sinochem, propriété du gouvernement chinois, détient une participation de 53% dans Sinofert, tandis que la compagnie canadienne Nutrien Ltd en détient 22%, le reste étant coté à la Bourse de Hong Kong.¹¹⁵ WSRW a écrit à Sinofert le 22 janvier 2019, questionnant leur nouvelle implication dans le commerce controversé.¹¹⁶ L'entreprise n'a pas répondu.

WSRW a aussi écrit à Nutrien le 22 janvier 2019 pour s'enquérir de l'affaire Sinofert. Aucune réponse n'a été reçue. Début 2018, Nutrien naît

de la fusion d'Agrium Inc et de Potash Corporation of Saskatchewan Inc (PotashCorp), ces deux dernières sociétés étant les principaux importateurs de minerai de phosphate du Sahara Occidental. Fin 2018, Nutrien met fin à ses importations, après des années d'interpellations des actionnaires des deux compagnies.¹¹⁷ De 2013 à 2018, Nutrien a acheté environ la moitié de tout le minerai de phosphate extrait de Bou Craa. Nutrien et ses anciennes compagnies ont perdu un certain nombre d'actionnaires dans cette affaire, notamment le fonds de pension du gouvernement norvégien, qui a cédé ses actions Nutrien pour une valeur de 190 millions \$US.¹¹⁸

LE GOUVERNEMENT DU VENEZUELA (Colombie/Venezuela)

Le gouvernement vénézuélien a traditionnellement été impliqué dans le commerce du phosphate sahraoui par le biais d'importations vers des filiales en Colombie (Monomeros) et au Venezuela. Les compagnies apparentées ont importé depuis le territoire occupé pendant des décennies.

Depuis mai 2017, quand des cargaisons de phosphate sahraoui ont été retenues en Afrique du Sud et au Panama, aucun transport n'a été observé vers la Colombie et le Venezuela. La société colombienne Monomeros Colombo Venezolanos S.A. est une société pétrochimique filiale à part entière de la compagnie pétrochimique nationale vénézuélienne Pequiven (Petroquímica de Venezuela SA). L'entreprise importait

à Barranquilla. La dernière importation prouvée pour Monomeros était une unique cargaison au cours de l'année civile 2017, totalisant environ 17 000 tonnes. Les importations avaient alors fortement diminué : en 2016, Monomeros a importé 58 000 tonnes.

WSRW a questionné à plusieurs reprises Monomeros et sa société mère Pequiven, ainsi que le gouvernement vénézuélien. Aucun d'eux n'a jamais répondu. L'importateur vénézuélien Tripoliven a, en 2013, nié avoir importé du Sahara Occidental, ce qui s'est avéré plus tard être un mensonge.¹¹⁹

Pour plus d'informations sur les importations à Puerto Cabello, Venezuela, veuillez consulter P pour Pillage 2016.¹²⁰

LES IMPORTATEURS INDIENS

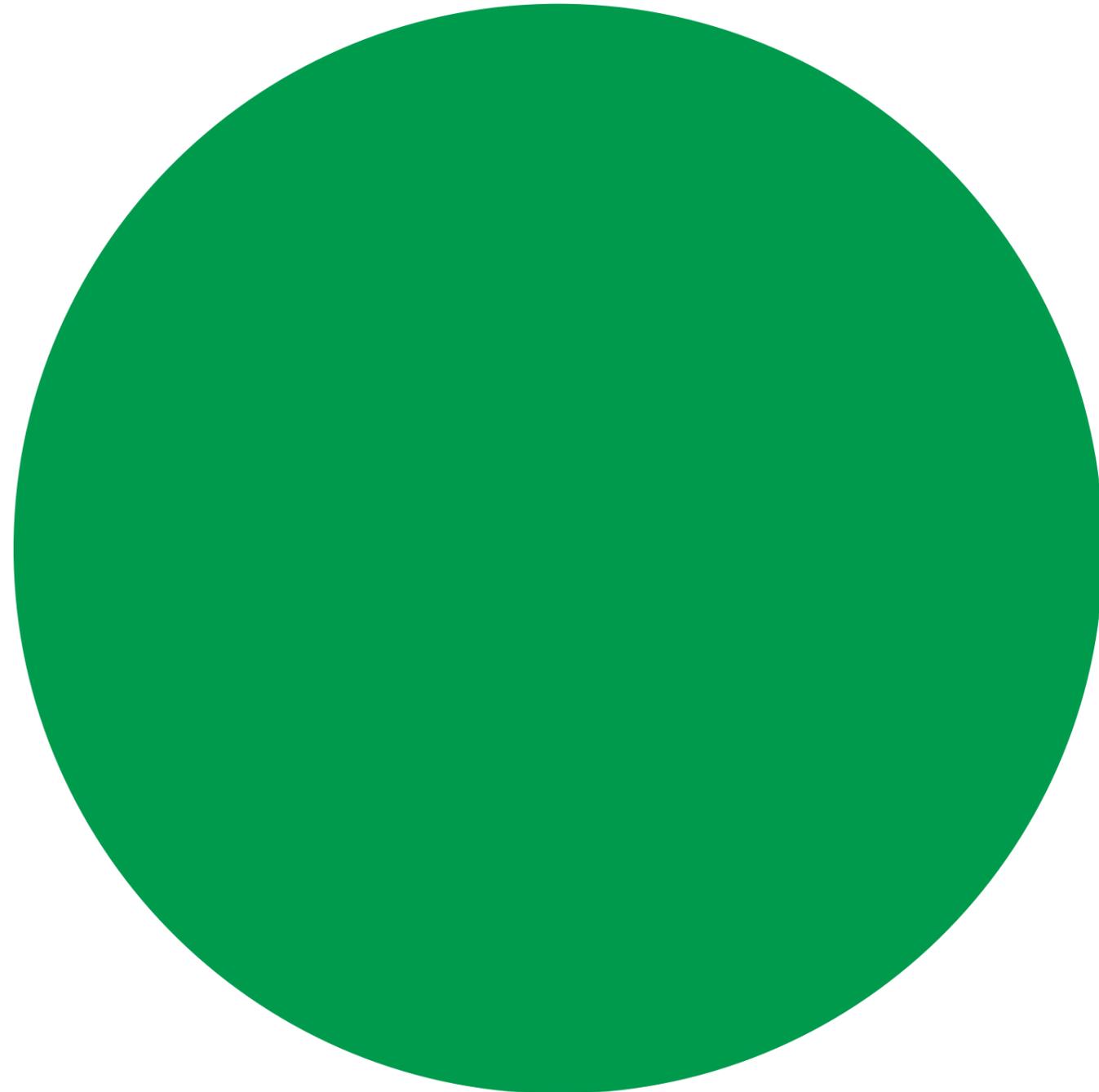
Le 6 mars 2019, un navire transportant 59 600 tonnes de phosphate du Sahara Occidental a quitté El Aaiún. Il était arrivé au port de Visakhapatnam, en Inde, le 3 avril. WSRW estimait que l'importateur pouvait être Coromandel International Ltd, société qui avait importé une cargaison à Visakhapatnam un an plus tôt. La société est inscrite à la bourse nationale de l'Inde et compte plusieurs grands investisseurs internationaux parmi ses propriétaires. WSRW a envoyé des courriers à Coromandel en janvier 2019 et février 2020 pour lui demander s'il avait

respecté l'exigence légale d'obtenir le consentement préalable des représentants du territoire pour un tel commerce, et s'il s'agissait d'une importation isolée.¹²¹ Sans réponse. Aucune cargaison n'a été observée pour Coromandel depuis 2019.

Antérieurement en mars 2014, une cargaison avait été transportée vers le port de Tuticorin, où l'importateur devait être une autre entreprise. Les informations à ce propos sont dans P pour Pillage 2014.

Les compagnies désengagées

Certaines entreprises ont été auparavant identifiées comme importatrices. Elles n'ont plus été impliquées dans le commerce depuis 2012 et WSRW considère très faible le risque qu'elles recommencent.



Impact Fertilisers Pty Ltd (Australie/Suisse)



L'importateur australien de phosphate Impact Fertilisers a importé du phosphate du Sahara Occidental, au moins de 2002 à 2012. L'entreprise a importé le minerai à Hobart, en Tasmanie. En 2010, Impact Fertilisers a été intégré à Ameropa, une société privée suisse de commerce d'engrais. Les groupes de solidarité au Sahara Occidental d'Australie et de Suisse ont travaillé à pointer du doigt l'implication de l'entreprise pendant de nombreuses années.

En 2013, Impact Fertilisers a annoncé qu'elle avait arrêté les importations en provenance du Sahara Occidental.¹²⁴ WSRW n'a pas observé de cargaison pour Impact Fertilisers depuis août 2012.

Impact Fertilisers en Tasmanie n'a pas importé depuis l'arrivée de l'Alycia au port d'Hobart le 7 août 2012.

Nidera Uruguay S.A. (Uruguay/Pays-Bas)

La société uruguayenne Nidera Uruguay S.A. filiale de la compagnie commerciale néerlandaise Nidera NV a reçu un navire contenant du minerai de phosphate provenant du Sahara Occidental en 2009.

Dans un courrier du 21 juin 2010, WSRW a interrogé Nidera Uruguay à propos des informations recueillies sur le navire de 2009.¹²² Comme aucune réponse n'arrivait, de nouvelles lettres ont été envoyées à la société parente aux Pays-Bas en octobre 2011. L'issue de la correspondance qui a suivi avec Nidera a été une déclaration de

l'entreprise soulignant que « si notre filiale en Uruguay a de nouveau besoin d'importer du minerai de phosphate à l'avenir, le sujet qui est maintenant porté à notre attention est quelque chose que nous allons absolument prendre en considération ». La compagnie a en même temps déclaré que sa filiale en Uruguay n'avait pas reçu de minerai de phosphate du Sahara Occidental au cours des années 2007, 2008, 2010 et 2011.¹²³

Yara International ASA (Norvège)



Les dernières importations de Yara ont eu lieu en 2008, sur ce navire. Ici, le African Wildcat est sur le point d'accoster à Herøya, en Norvège afin de décharger.

Yara est le premier fournisseur mondial d'engrais minéraux. Il était un grand importateur de phosphate du Sahara Occidental dans le passé, mais a décidé de cesser ses achats. Le motif principal de cette décision d'arrêt d'approvisionnement au Sahara Occidental est que le gouvernement norvégien incite les entreprises norvégiennes à ne pas commercer avec les produits du Sahara Occidental, en raison de préoccupations de droit international. La compagnie a aujourd'hui une politique d'importation ou de commerce de phosphate provenant uniquement du Maroc et non des mines de Bou Craa.

« Nous espérons que le pays sera libéré, et que la population profitera ensuite du fait que nous recevrons rapidement son phosphate », a affirmé Bente Slaatten, responsable en chef de la communication.¹²⁵

Mosaic Co (USA)

Mosaic Company est basée dans le Minnesota, États-Unis, et cotée à la Bourse de New York. WSRW a compté 15 cargaisons venant du Sahara Occidental occupé pour Tampa, en Floride, États-Unis, durant la période 2001-2009. Tampa abrite le siège de l'exploitation de phosphate de Mosaic ainsi que de nombreuses installations de production de phosphate de l'entreprise.

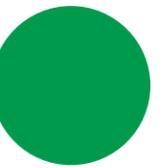
Le 25 août 2010, Mosaic a informé WSRW qu'elle avait reçu son dernier chargement de phosphate du Sahara Occidental le 29 janvier 2009 et ne « pas avoir de projet » d'importer à nouveau depuis le territoire.¹²⁶ Mosaic a confirmé à l'investisseur et actionnaire suédois Nordea qu'elle avait interrompu les importations : « Mosaic a maintenant affirmé avoir cessé ses achats de phosphate au Sahara Occidental, ce qui a également été confirmé de manière indépendante. L'entreprise a reconnu les problèmes de droits humains liés à l'importation de phosphate du Sahara Occidental », a écrit Nordea.¹²⁷

BASF SE (Allemagne/Belgique)



BASF a été l'un des principaux importateurs dans les années 1990. La dernière livraison connue a eu lieu en Belgique en 2008.¹²⁸ Le centre de durabilité de BASF était persuadé que ces importations ne violaient pas le droit international, mais a confirmé à WSRW qu'il ne devrait pas s'attendre à d'autres importations : « une partie de la demande de phosphate de BASF est couverte par le phosphate marocain délivré par l'Office Chérifien des Phosphates (OCP). L'OCP a été un fournisseur fiable de phosphate provenant des mines du Royaume du Maroc depuis plus de 20 ans. Au printemps 2008, l'OCP nous a contactés en raison d'une pénurie d'approvisionnement de la mine marocaine de laquelle BASF reçoit habituellement le phosphate. L'OCP a offert une commande de remplacement temporaire avec du phosphate de qualité alternative provenant d'une autre mine exploitée par l'OCP dans la région du Sahara Occidental, ce que nous avons accepté. À ce moment, il s'agissait d'une livraison de remplacement isolée provenant de ce territoire et nous ne nous attendons pas à ce qu'elle soit répétée ». ¹²⁹

Wesfarmers Ltd (Australie)



Wesfarmers Limited est l'une des plus importantes compagnies nationales d'Australie, basée à Perth, en Australie occidentale. La compagnie est cotée à la bourse australienne. Sa filiale d'engrais, Wesfarmers CSBP, a été un importateur majeur de phosphate du Sahara Occidental occupé pendant au moins deux décennies. Au plus tôt les importations connues de phosphate sahraoui par CSBP remontent à 1990.

En 2009, l'entreprise a annoncé qu'elle allait « réduire la dépendance de la compagnie au minerai de phosphate du Sahara Occidental ». La compagnie a déclaré qu'elle allait investir dans une nouvelle technologie qui permettrait d'utiliser d'autres sources de phosphate. CSBP a toutefois laissé ouverte la possibilité que les importations se poursuivent, quoique à un degré limité, selon le prix et la disponibilité des sources alternatives.¹³⁰ Cette décision faisait suite à une vague de désinvestissements européens pour des préoccupations éthiques concernant le commerce du phosphate du Sahara Occidental occupé. Wesfarmers importait entre 60 et 70% de son phosphate du Sahara Occidental.

À plusieurs reprises Wesfarmers a depuis montré une volonté de réduire progressivement les importations en provenance du Sahara Occidental, mais ne s'est pas engagé catégoriquement à arrêter complètement ses importations. Comme les importations semblent avoir cessé de facto, certains investisseurs sont revenus à l'entreprise.

WSRW n'a en effet observé aucun transport de cargaison pour Wesfarmers depuis qu'elle a commencé un suivi quotidien des navires en octobre 2011.

BASF n'a a priori pas effectué d'importations depuis l'arrivée du vraquier Novigrad le 7 octobre 2008, ici observé en train de décharger du phosphate sahraoui au port de Gand en Belgique.

Autres compagnies

Des compagnies, précédemment inscrites sur la liste d'observation de WSRW, sont passées ensuite sur la liste des entreprises désengagées. La raison en est qu'un long moment s'étant écoulé depuis la dernière cargaison expédiée, nous estimons qu'elles ne sont plus engagées. Ce sont **Petrokemija PLC** de Croatie (dernière cargaison en 2006), **Tata Chemicals** d'Inde (dernière cargaison en 2006), **Zen Noh** du Japon (dernière cargaison en 2006) et **Agropolychim AD** de Bulgarie (dernière cargaison en 2008). Aucune de ces entreprises n'a répondu aux questions de WSRW.

Les cabinets juridiques de lobbying

Pour défendre leurs importations de phosphate du Sahara Occidental, plusieurs entreprises font référence à des avis juridiques de différents cabinets juridiques engagés par l'OCP.

Ces avis juridiques sont systématiquement utilisés par les importateurs internationaux de phosphate vis-à-vis des actionnaires pour légitimer leurs importations. Les analyses confidentielles sont dites établir que les populations locales bénéficient du commerce. Cependant, le peuple sur place - les propriétaires du phosphate - n'est lui-même pas autorisé à voir ces avis, et n'est donc pas en capacité d'en évaluer la véracité. Il est ainsi impossible aux Sahraouis d'en interroger les termes de référence, la méthodologie ou les résultats.

Comme les avis doivent conclure que l'exploitation par le Maroc des ressources du peuple sahraoui est légitime, WSRW pense qu'il n'y a pas de raison de les cacher aux Sahraouis.

Quatre cabinets juridiques internationaux de lobbying sont auteurs de ces avis non divulgués.

Covington & Burling LLP est un cabinet juridique international qui conseille les multinationales. Il a des bureaux en Europe, aux États-Unis et en Chine. L'OCP est parmi ses clients.

Tant l'importateur belge BASF que l'importateur espagnol FMC Foret se réfèrent à l'avis juridique préparé par Covington & Burling pour l'OCP, mais ne veulent pas divulguer le rapport. BASF avait (en novembre 2008), enjoint WSRW à contacter Covington & Burling pour toute question. WSRW avait essayé de communiquer avec l'entreprise en février 2008, sans recevoir aucune réponse. Contacté par téléphone pour demander un rendez-vous, Covington & Burling a répondu « nous ne collaborerons avec vous sur aucun sujet. Vous n'êtes pas notre client, et selon ce que nous savons, vous n'avez aucun intérêt ni participation dans notre cabinet. »¹³¹

À noter que Covington & Burling voyage autour du monde pour affirmer éthique ce commerce aux actionnaires qui cherchent à désinvestir des entreprises qui importent du phosphate du Sahara Occidental.¹³²

Plus récemment, le cabinet d'avocats **DLA Piper** a fait équipe avec la société **Palacio y Asociados** pour fournir à l'OCP un autre avis juridique justifiant leur commerce. Sur la base des déclarations des entreprises importatrices, ce second avis semble suivre l'analyse de l'avis de Covington & Burling, citant les avantages potentiels sur la « population locale » comme validation à l'exploitation et ensuite au commerce. Dans le cadre du travail sur l'avis juridique, DLA Piper avait également mandaté **KPMG**, une société de services professionnels, pour étudier les impacts économiques et sociaux des opérations d'OCP, et leur durabilité, « dans la région ».¹³³

WSRW a contacté les deux entreprises pour leur demander de partager leur avis juridique avec le peuple sahraoui. DLA Piper a répondu qu'il ne pouvait pas partager l'avis « écrit pour le bénéfice de Phosphates de Boucraa SA, et sa holding, l'Office Chérifien des Phosphates SA » en raison du privilège juridique de confidentialité.¹³⁴ Ana Palacio, chef de Palacio y Asociados, a répondu pour exprimer son désaccord avec l'analyse de WSRW et s'est également référé à la confidentialité.¹³⁵ Ana Palacio siège au conseil consultatif international d'OCP.

En novembre 2015, PotashCorp a nommé le cabinet **Dechert LLP** et Palacio y Asociados en tant que co-auteurs d'un avis juridique. Dechert LLP est un cabinet juridique international, dont le siège est à Philadelphie, aux États-Unis, avec des bureaux dans 14 pays.

Jusqu'en août 2014, PotashCorp a indiqué DLA Piper en tant que partenaire de Palacio y Asociados. On ne sait pas si l'opinion

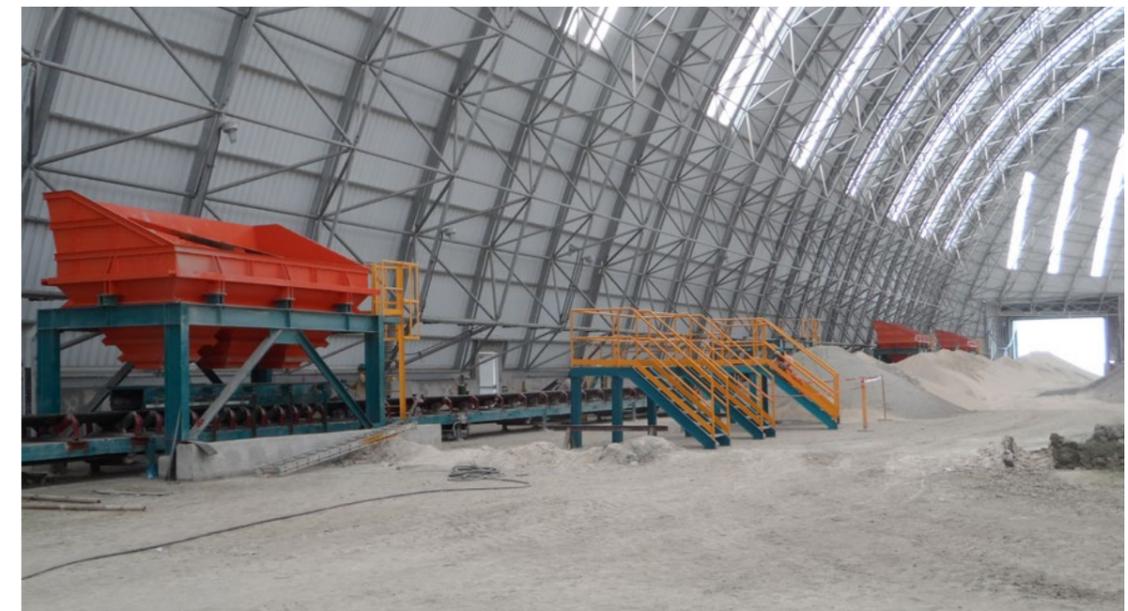
Dechert-Palacio est différente de l'opinion DLA Piper-Palacio. Le chaînon manquant entre les deux pourrait être Miriam González Duránte, l'épouse du récent vice-Premier ministre britannique Nick Clegg, qui a représenté l'OCP quand elle travaillait à DLA Piper, mais qui aurait emporté le contrat OCP avec elle quand elle a déménagé pour Dechert. L'OCP aurait payé un montant estimé à 1,5 million de \$US pour des travaux effectués à la fois par Dechert et DLA Piper.¹³⁶

Dechert a répondu à la lettre de WSRW du 8 février 2016, qu'il ne pouvait pas divulguer son avis juridique réalisé pour l'OCP en raison de la clause confidentialité du client.¹³⁷

WSRW a demandé à Dechert et Palacio y Asociados si leur client consentirait à renoncer au privilège, puisque la confidentialité des avis juridiques était déjà abandonnée en rendant leur existence publique. WSRW n'a jamais reçu de réponse.

Depuis 2019, une société de lobbying néo-zélandaise, **SenateSHJ**, a commencé à représenter l'OCP en Nouvelle-Zélande, gérant les relations publiques de l'entreprise marocaine dans le pays. WSRW a écrit à SenateSHJ le 2 mars 202.¹³⁸ Toujours sans réponse.

L'OCP n'a toujours pas répondu aux demandes des Sahraouis que soient partagés les rapports en question.



Ces images sont prises à l'intérieur de l'installation de stockage d'Innophos, la société américano-mexicaine qui a repris ses importations en 2021. Les images montrent un tas de minéral de phosphate du territoire occupé.

Le Maroc pousse pour davantage de poison dans la terre de l'UE

Au printemps 2019, le Parlement et le Conseil Européens ont adopté un règlement limitant la quantité de contaminants tel le cadmium contenu dans les engrais. L'objectif est de limiter l'exposition de la population de l'UE à ce métal lourd en raison de ses effets néfastes sur la santé, notamment cause de cancer. Les engrais phosphatés sont responsables de 60% des dépôts actuels de cadmium dans les cultures et les sols au sein de l'UE, comme le montre une étude de février 2017 du département thématique du Parlement Européen.

Le règlement limite désormais le niveau de cadmium à 60 mg/kg. À partir du 16 juillet 2022, la vente d'engrais à base de phosphate contenant plus de 60 mg de cadmium par kg de P₂O₅ sera interdite dans toute l'UE. Un nouveau resserrement des restrictions sur le cadmium sera envisagé en juillet 2026.¹³⁹ Les États peuvent appliquer des limitations plus strictes, ce qui est déjà le cas dans des pays comme l'Allemagne, la Finlande, le Danemark, la République tchèque, la Hongrie, les Pays-Bas, la Suède et la Slovaquie.¹⁴⁰

La proposition initiale de la Commission européenne était plus stricte : 60 mg/kg de phosphate à la date de la demande d'accord, 40 mg/kg trois ans après et 20 mg/kg après 12 autres années. Cette proposition a été acceptée par le Parlement Européen, mais avec un calendrier ajusté (à 40 mg/kg six ans après la date d'application, et 20 mg / kg en 16 ans).

Mais des États membres comme l'Espagne, l'Italie, la Pologne, le Portugal et le Royaume-Uni se sont opposés à toute limite inférieure à 60 mg/kg, tandis que l'industrie des engrais s'est montrée farouchement opposée à toute limitation. Un contre-lobby féroce est également venu du Maroc.

Le minerai de phosphate géré par l'OCP - y compris celui du Sahara Occidental - contiendrait en moyenne entre 29,5 et 72,7 mg de Cd/kg.¹⁴¹ Le Département des politiques du PE donne une image encore plus sombre, citant des niveaux de 38 à 200 mg de Cd/kg.¹⁴²

Étant donné que le projet initial de réglementation aurait entraîné l'annulation de son chiffre de vente, l'OCP a déclenché une intense contre-offensive. L'OCP argumentait qu'il n'y a pas assez de preuve scientifique pour étayer l'idée de la nécessité de limiter les niveaux de cadmium et suggérait même que l'UE augmente le taux de cadmium autorisé à 80 mg/kg, bien plus que la suggestion de la Commission européenne. Le 11 mai 2016, l'OCP envoyait un courrier à la Commission, déclarant n'être pas d'accord avec la proposition. L'OCP a également déploré que « les principaux producteurs d'engrais [...] n'aient pas été consultés ».¹⁴³ Ironie quand on sait que l'OCP elle-même refuse de demander le consentement du peuple du Sahara Occidental pour piller le minerai de phosphate du territoire.

L'OCP a utilisé Dechert et l'entreprise de relations publiques Edelman pour faire du lobby contre la proposition de l'UE.¹⁴⁴ Edelman a travaillé pour le gouvernement marocain dans le passé, et apparaît dans la masse salariale du Centre maroco-américain de Politique (MACP), comme un agent enregistré du Royaume marocain.¹⁴⁵

Alors que le règlement final n'entraînerait donc pas une perte totale de marché pour l'OCP, il semble que le minerai de phosphate du Sahara Occidental ne sera plus le bienvenu sur le marché de l'UE. Les chercheurs s'accordent à dire que la teneur en cadmium du minerai phosphaté de Bou Craa est estimée à environ 100 mg/kg.¹⁴⁶

Les niveaux de cadmium de la mine de Khouribga, au Maroc, sont estimés à environ 46-63 mg/kg, tandis que ceux provenant de Youssoufia, également au Maroc, sont considérés comme supérieurs à 120 mg/kg.

Recommandations

Au gouvernement du Maroc :

- De respecter le droit international et mettre fin immédiatement à la production et aux exportations de phosphate du Sahara Occidental occupé jusqu'à ce qu'une solution soit trouvée au conflit.
- De respecter le droit à l'autodétermination du peuple du Sahara Occidental à travers la coopération avec les Nations Unies à un référendum pour le peuple du territoire.
- De dédommager le peuple sahraoui pour les bénéfices que le Maroc a perçu des ventes de minerai de phosphate provenant du territoire occupé illégalement.

Aux acheteurs du phosphate de la mine de Bou Craa :

- D'arrêter tous les achats du phosphate illégalement exploité et exporté du Sahara Occidental occupé.

Aux gouvernements des pays importateurs :

- D'affirmer clairement aux entreprises importatrices qu'elles doivent s'abstenir d'importer du Sahara Occidental et les aider à diversifier leurs sources d'approvisionnement.

Au gouvernement de la Nouvelle-Zélande :

- D'en évaluer immédiatement le coût et de prendre les mesures nécessaires pour rééquiper les installations de traitement de Ravensdown et Ballance Agri-Nutrients afin de permettre l'utilisation de sources alternatives.

Aux fournisseurs de la mine de Bou Craa et constructeurs du nouveau port phosphaté :

- Arrêter immédiatement tous travaux, fournitures et maintenance.

Aux compagnies maritimes transportant le minerai de phosphate hors du Sahara Occidental :

- De ne pas transporter des produits hors du Sahara Occidental.
- D'instaurer une clause dans les contrats interdisant l'utilisation de leurs navires pour le transport maritime de marchandises hors du territoire.

Aux investisseurs :

- D'interpeller les compagnies citées, et de désinvestir tant que rien n'est fait pour cesser ces importations.

À Covington & Burling, Dechert, DLA Piper, SenateSHJ, KPMG, Edelman & Palacio y Asociados :

- De publier tous les rapports rédigés pour l'OCP qui déclarent justifier les activités de l'OCP au Sahara Occidental occupé et l'exportation illégale du phosphate sahraoui.
- De cesser de défendre le pillage du territoire par le Maroc en mettant fin aux contrats dont le but est de légitimer le maintien du pillage.

À l'Union européenne :

- D'évaluer le commerce des produits originaires du Sahara Occidental et d'adopter des politiques qui garantissent que ce commerce est conforme à l'arrêt de la Cour de justice de l'UE du 21 décembre 2016 et au devoir des États en droit international de ne pas reconnaître la souveraineté du Maroc sur le Sahara Occidental occupé.
- De développer des recommandations aux entreprises alertant des risques encourus, au niveau juridique et de réputation, à conclure des affaires avec les intérêts marocains sur le territoire.
- De s'assurer que les entreprises européennes respectent les principes établis par l'arrêt de la Cour de justice de l'UE du 21 décembre 2016, en faisant que les entreprises européennes n'achètent pas de phosphate du Sahara Occidental.

Aux Nations Unies :

- De créer un mécanisme d'administration onusien pour surveiller ou au moins gérer les ressources et les revenus émanant des ressources naturelles du Sahara Occidental en attendant l'autodétermination du peuple sahraoui.



Un tapis roulant de 100 kilomètres de long transporte les phosphates de la mine de Bou Craa jusqu'à la côte. La ceinture en caoutchouc était entretenue par la société allemande Continental AG, jusqu'à ce que la société quitte le territoire en 2020.

Notes

- CJ, Avis consultatif, 16 oct 1975, Sahara Occidental, Paragraphe 162, <http://www.icj-cij.org/doCKET/index.php?sum=323&p1=3&p2=4&case=61&p3=5&lang=fr>
- Assemblée générale des Nations Unies, Résolution 1314 (XIII) du 12 décembre 1958, résolution 1803 (XVII) du 14 décembre 1962.
- Bureau Juridique ONU, S/2002/161, Lettre datée du 29 janvier 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques, Conseiller juridique. <http://www.un.org/Docs/journal/asp/ws.asp?m=S/2002/161>
- Conseil économique et social des Nations Unies, 22.10.2015, Observations finales sur le quatrième rapport périodique du Maroc, E/C.12/MAR/CO/4*, §6, https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=E%2fC.12%2fMAR%2fCO%2f4&Lang=en
- Comité des droits de l'homme des Nations Unies, 01.12.2016, Observations finales sur le sixième rapport périodique du Maroc, §10, https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/treatybodyexternal/Download.aspx?symbolno=CCPR/C/MAR/CO/6&Lang=En
- WSRW.org, 29.09.2021, La justice stoppe les accords de l'UE au Sahara Occidental occupé, <https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/la-justice-stoppe-les-accords-de-lue-au-sahara-occidental-occupe>
- OCP SA, Prospectus - 20 avril 2015, p.91
- Les prospectus OCP de 2015 et 2018 établissent que la part de Bou Craa dans l'exportation totale de minerai de phosphate de l'OCP est la suivante. En 2012 : 20,1%. En 2013 : 24,4%. En 2014 : 24,1%. En 2015 : 16%. En 2016 : 22%. En 2017 : 14%. Cela correspond à une moyenne de 20,1% au cours de ces 6 années.
- OCP SA, Note d'Information, Casablanca Stock Exchange, p. 137. https://www.wsrw.org/files/dated/2019-03-21/ocp_note_to_casa_stock_exchange_may_2018.pdf
- Comparaison entre OCP SA, Prospectus - 20 avril 2015, p. 91 avec la Note d'Information de l'OCP SA, 2016, p.109.
- OCP SA, Septembre 2020, Sustainability Report 2019, p.68, https://corpo.ocpgroup.ma/sites/default/files/2020-09/Rapport%202020_EN_.pdf
- OCP SA, Éléments clés, <https://phosboucraa.ma/company/key-figures>
- OCP SA, Rapport annuel 2015, p. 154-159, <https://www.ocpgroup.ma/sites/default/files/2018-11/RA%20OCP%202015%20VUK.pdf>
- OCP SA, Prospectus - 20 avril 2015, p.33.
- WSRW.org, 25.11.2014, Le Maroc admet utiliser les ressources sahraouies à des fins politiques, <https://www.wsrw.org/fr/archive/3072>
- Fonds AP, 30.09.2013, Suède. Les fonds AP excluent quatre entreprises accusées de violation des conventions internationales, <http://www.ap2.se/en/news-reports/news/2013/swedish-ap-funds-exclude-four-companies-accused-of-contravening-international-conventions/>
- WSRW.org, 01.12.2014, Agrium exclu par des investisseurs pour ses imports du Sahara, <https://www.wsrw.org/fr/archive/3088>
- MP Pension, Eksklusjonsbeslutning – Groupe OCP, 17 janvier 2019, https://www.wsrw.org/files/dated/2019-03-21/mppension_17.01.2019_ocp.pdf
- Fonds de Compensation commun au régime général de pension (FDC), FDC Exclusion List as of 23 November 2018, https://www.fdc.lu/fileadmin/file/fdc/Exclusion_list_20181123.pdf
- Nykredit Realkredit Group, RI Transparency report 2018, p. 133, https://www.nykredit.com/siteassets/samfundsansvar/filer/public_transparency_report_nykredit-realkredit-group_2018.pdf
- PGB Pensioenfond, Exclusion List Q1 2016 (Fixed Income), [https://www.pensioenfondspgb.nl/nl-nl/Documents/Beleggingen/PGB%20Exclusion%20List%20Q3%202018%20Companies%20\(website\).pdf](https://www.pensioenfondspgb.nl/nl-nl/Documents/Beleggingen/PGB%20Exclusion%20List%20Q3%202018%20Companies%20(website).pdf)
- Swedish National AP Funds, Ethical Council, Annual Report 2014, 9 April 2015, <http://media.etikradet.se/2015/04/150320-Etikr%C3%A5det-ENG-ver2.pdf>
- Nuschatta Foundation, 09.04.2019, وثائقي بوكرا ع - documentary Bou Craa, <https://youtu.be/gBVDZqEuaNU>
- Nuschatta Foundation, 09.04.2019, وثائقي بوكرا ع - documentary Bou Craa, <https://youtu.be/gBVDZqEuaNU>
- OCP SA, Prospectus d'avril 2015, ibid p. 93
- OCP SA, Prospectus of May 2018, ibid, p.164.
- OCP SA, Prospectus de mai 2018, ibid p.164.
- Conseil éthique, Fond de pension du Gouvernement Norvégien, Recommendation 26 septembre 2014, pour l'exclusion de Innophos Holdings Inc., http://www.etikkradet.no/files/2017/02/Recommendation_Innophos_Sept-2014_ENGLISH.pdf
- WSRW.org, 05.10.2020, Fin des fournitures suédoises pour la mine de Bou Craa, <https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/fin-des-fournitures-suedoises-pour-la-mine-de-bou-craa>
- WSRW.org, 26.05.2013, WSRW protests Swedish supplier for BouCraa, <https://www.wsrw.org/en/archive/2591>
- Atlas Copco to Business and Human Rights Resource Centre, 09 March 2020, https://media.business-humanrights.org/media/documents/files/documents/Atlas_Copco_Response1.pdf
- WSRW.org, 11.02.2021, Continental a quitté le Sahara Occidental occupé, <https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/continental-a-quitte-le-sahara-occidental-occupe>
- OCP SA, Septembre 2020, Sustainability Report 2019, ibid, p.119.
- WSRW, 02.11.2016, Electrifier le Pillage, <https://www.wsrw.org/fr/archive/3617>
- WSRW.org, 07.12.2018, SiemensGamesa prolonge massivement son contrat éolien, <https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/siemens-gamesa-prolonge-massivement-son-contrat-eolien>
- WSRW.org, 01.04.2021, Voilà les questions auxquelles Siemens ne répondra pas, <https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/voila-les-questions-auxquelles-siemens-ne-repondra-pas>
- Courrier de WSRW à Siemens Gamesa, 20.08.2021, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/554/621f2b-942845b_20210820WSRW-SGRE.pdf, & réponse, 27.09.2021, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/555/621f2ccd9e8a_20210927SGRE-WSRW.pdf
- WSRW.org, 25.02.2022, 10 ans de silence de Siemens, <https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/10-ans-de-silence-de-siemens>
- L'Économiste, 22.10.2019, Jacobs Engineering SA : L'américain cède ses parts à l'australien Worley, <https://www.leconomiste.com/article/1052041-jacobs-engineering-sa-l-america-in-cede-ses-parts-l-australien-worley>
- Phosboucraa, 13.06.2017, Éléments clés, <http://phosboucraa.ma/phosboucraa-foundation/key-figures/key-figures>, et JESA Group, Galerie des projets, <https://www.jesagroup.com/projects>
- Phosboucraa, développement urbain, <https://web.archive.org/web/20180717045957/http://www.phosboucraa.ma/phosboucraa-foundation/our-programs/urban-development> Fondation Phosboucraa, Technopole Foug El Oued, <http://www.phosboucraafoundation.org/technopole>
- Courrier de WSRW à Worley, 27.12.2021, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/482/61c9bc945ce8e_20211227WSRW_AWSA_AUWS_WSCNZ-WorleyLtd.pdf
- WSRW.org, 07.05.2020 Les camions Caterpillar transportent des minéraux du conflit, <https://www.wsrw.org/fr/archive/4710>
- Courrier de WSRW à Caterpillar, 21.02.2022, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/517/6215f6b1b6359_20220221WSRW-Caterpillar.pdf
- WSRW.org, 17.03.2021, Thyssenkrupp poursuivra-t-il ses activités au Sahara Occidental ?, <https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/thyssenkrupp-poursuivra-t-il-ses-activites-au-sahara-occidental>
- Courrier de WSRW à IFM, 09.06.2021, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/490/61e818a97e7e8_WSRW-IFM_09.06.2021.pdf
- Maroc.ma, 05.02.2016, SM le Roi lance au site de Phosboucraa [...], <https://www.maroc.ma/fr/activites-royales/sm-le-roi-lance-au-site-de-phosboucraa-le-projet-de-realisation-du-complexe>
- Phosboucraa, 2017-2022 stratégie industrielle, <https://www.phosboucraa.ma/en/2017-2022-industrial-strategy-0>
- OCP SA, 21.06.2021, Prospectus, <https://ocpsiteprodsa.blob.core.windows.net/media/2021-06/OCP%20-Preliminary%20Prospectus%20notes%202021-2051.pdf>
- OCP SA, Septembre 2020, Ibid
- OCP SA, Prospectus d'avril 2015, p. 91.
- Phosboucraa Foundation, Technopole Foug El Oued, https://www.phosboucraafoundation.org/technopole_foug
- WSRW.org, 01.05.2019, Un groupe de construction gréco-néerlandais s'installe à El Aaiun, <https://www.wsrw.org/fr/archive/4512>
- Website Archirodon, vu le 07.03.2022, <https://www.archirodon.net/category/solutions/energy>
- Courrier WSRW à Archirodon, 28.02.2022, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/552/621cb51298ab2_20220228WSRW-Archirodon.pdf
- WSRW.org, 05.04.2022, Bientôt des exportations d'engrais du Sahara Occidental occupé, <https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/bientot-des-exportations-dengrais-du-sahara-occidental-occupe>
- WSRW.org, 25.04.2017, P pour Pillage 2016, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-05-25/ppourpillage_2016_fr_web.pdf
- WSRW à A.M.Nomikos, 08.05.2017, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-06-08/2017.05.08_wsrw-a.m.nomikos.pdf
- Otago Daily Times, 22.03.2010, Firm remembered with name of ship, <https://www.odt.co.nz/business/firm-remembered-name-ship>
- WSRW estime particulièrement possible le lien Oetker/Furness Withy aux transports effectués par *Furness Australia*, *Furness Hartlepool*, *Furness Karumba*, *Furness Melbourne*, *Furness Timika*, *Triton Stork*, *Santa Anna*, *Santa Isabella* et *Doric Victory*.
- Union maritime de l'Australie, 03.08.2008, déclaration de l'Union maritime australienne - concernant l'expédition de phosphate à bord du "Furness Karumba", http://www.wsrw.org/files/dated/2008-11-27/letter_aus-maritime-union_karumba_20081126.pdf
- WSRW.org, 23.06.2018, Maersk lâche les transports du minerai litigieux du Sahara occupé, <https://www.wsrw.org/fr/archive/4193>
- WSRW.org, 15.06.2017, Les Sahraouis gagnent le 1er tour dans le dossier judiciaire, <https://www.wsrw.org/fr/archive/3913>
- Groupe OCP, 13.07.2017, Navire arraisonné en Afrique du Sud : le Groupe OCP dénonce une grave ingérence politique, <http://www.ocpgroup.ma/fr/media/corporate-news/navire-arraisonne-en-afrique-du-sud-le-groupe-ocp-denonce-une-grave-ingerence-p> (texte différent en anglais : OCP Group refuses to participate in South Africa Trial that undermines UN Resolution Process & International Law, <http://www.ocpgroup.ma/media/corporate-news/ocp-group-refuses-participate-south-africa-trial-undermines-un-resolution-proce>)
- WSRW.org, 23.02.2018, La Cour Sud-africaine nie au Maroc la propriété du P sahraoui, <https://www.wsrw.org/fr/archive/4101>
- Pour en savoir plus sur l'arrestation, lire "Pillage intercepté - Le cas juridique de la saisie du phosphate du Sahara Occidental occupé commercialisé au niveau international" par Jeffrey Smith dans "Le profit avant la paix - Comment les intérêts commerciaux sapent l'autodétermination dans la dernière colonie en Afrique", 2018, E. Hagen, M. Pfeifer (eds), Sternberg Press.
- Cour de Justice de l'Union Européenne, Jugement de la cour (Grande Chambre), 21 décembre 2016, Cas C-104/16 P, Conseil de l'Union Européenne contre Front Polisario, disponible sur : www.curia.europa.eu
- Shelley, T. (2004), Endgame in the Western Sahara.
- Hodges, T. (1983), Western Sahara, The Roots of a Desert War.
- France Libertés, janvier 2003, Rapport : Mission Internationale d'Investigation au Sahara Occidental.
- OCP SA, 08.05.2014, Emission obligatoire inaugurale d'OCP d'un montant de 1.85 milliards de dollars US en deux tranches d'une maturité de 10 ans et 30 ans, <http://www.ocpgroup.ma/fr/emission-obligatoire-inaugurale-docp-dun-montant-de-185-milliards-de-dollars-us-en-deux-tranches>
- Business Wire, 15.04.2015, l'OCP a émis une offre de 1 milliard de \$US d'une maturité de 10,5 ans avec un coupon de 4,5%, <http://www.businesswire.com/news/home/20150415006850/en/OCP-Successfully-Prices-1-Billion-Offering-10.5>
- WSRW.org, 19.11.2020, Le gouv. sahraoui : aucune activité au Sahara Occidental en guerre, <https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/le-gouv-sahraoui-aucune-activite-au-sahara-occidental-en-guerre>
- Étude géologique US, 2019, résumé des produits minéraux 2019, https://minerals.usgs.gov/minerals/pubs/commodity/phosphate_rock/mcs-2019-phosp.pdf
- WSRW.org, 28.02.2018, La compagnie maritime des Bermudes abandonne le Sahara Occidental, <https://www.wsrw.org/fr/archive/4126>
- South China Morning Post, 11.05.2008, A line in the sand, <http://www.scmp.com/article/637220/line-sand>
- Sysla, 27.07.2015, <http://sysla.no/maritim/flere-rederier-har-klausul-mot-handel-ved-vest-sahara/>
- Dagens Næringsliv, 13.04.2015, - En beklagelig glipp, <http://www.dn.no/nyheter/naringsliv/2015/04/13/2157/Shipping/-en-beklagelig-glipp>
- WSRW.org, 11.03.2022, L'armateur norvégien qualifie le transport de « regrettable », <https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/larmateur-norvegien-qualifie-le-transport-de-regrettable->
- WSRW.org, 11.01.2019, Une entreprise de transport abandonne le Sahara Occidental, <https://www.wsrw.org/fr/archive/4394>
- Paradeep Phosphate Limited, About us, http://www.paradeepphosphates.com/index.php/page-news-choice-content_show-title-about_us
- Paradeep Phosphates Ltd, Who we are – company profile https://www.paradeepphosphates.com/who_we_are/company_profile
- The Economic Times, 28.09.2021, Paradeep Phosphates gets Sebi's go-ahead to float IPO, <https://economictimes.indiatimes.com/markets/ipo/sfpos/paradeep-phosphates-gets-sebis-go-ahead-to-float-ipo/article-show/86568368.cms>
- Business Maps of India, Paradeep Phosphates Limited (PPL), <http://business.mapsofindia.com/national-fertilizers/public/ppl.html>
- Paradeep Phosphate Limited, 12.08.2021, Draft Red Herring Prospectus, p. 147, https://www.icicisecurities.com/Upload/ArticleAttachments/Paradeep%20Phosphates%20Limited_DRHP.pdf
- WSRW, 04.03.2015, Paradeep Phosphates with suspicious purchase in 2011/2012, <https://www.wsrw.org/en/archive/3165>
- WSRW.org, 20.01.2022, courrier à Paradeep, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/518/6215f70b22136_20220120WSRW-Paradeep.pdf
- Nutrien, 01.08.2018, Nutrien's 2nd Quarter and 1st Half Results demonstrate Strength in a compressed season, <https://www.nutrien.com/investors/news-releases/2018-nutriens-2nd-quarter-and-1st-half-results-demonstrate-strength>
- Courrier de WSRW à Innophos, 27.01.2022, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/519/6215f-765be2f3_20220127WSRW-Innophos.pdf
- WSRW.org, Norway ethical council recommends exclusion of Innophos, 04.02.2015, <http://www.wsrw.org/a240x3138>, Fonds de Compensation commun au régime général de pension, FDC Exclusion list https://www.fdc.lu/fileadmin/file/fdc/Liste_d_exclusion_finale_20180608.pdf
- Danske Bank, Excluded Companies, <https://danskebank.com/-/media/danske-bank-com/file-cloud/2017/1/excluded-companies>
- WSRW.org, 23.07.2018, Un acteur clé quitte la scène du phosphate sale du Sahara Occidental, <https://www.wsrw.org/fr/archive/4236>
- Mindfull, Ballance Agri-Nutrients case study, <http://www.mindfull.nz/case-studies/2015/2/18/ballance>
- Ballance Agri-Nutrients, rapport annuel 2007, http://www.wsrw.org/files/dated/2009-02-09/ballance_ar_2007.pdf
- WSRW.org, 03.07.2008, Ballance Agri-Nutrients into politics, <http://www.wsrw.org/at28x773>
- De Ballance à WSRW, 06.05.2014, http://www.wsrw.org/files/dated/2014-05-06/ballance-wsrw_06.05.2014.pdf
- Ballance Agri-Nutrients, Ethical Sourcing, Ibid.
- Courrier de WSRW à Ballance, 21.01.2022, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/520/6215f-89b3e726_20220121WSRW-BallanceAgriNutrients.pdf

98 Courrier de WSRW à Ravensdown, 25.01.2022, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/521/6215f8f1c5e4d_20220125WSRW-Ravensdown.pdf

99 Courrier de Ravensdown à WSRW, 10.02.2022, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/522/6215f-b5ea7a0a_20220210Ravensdown-WSRW.pdf

100 Ravensdown, 2020 Integrated Report, p. 11 and p. 18. <https://integratedreporting.ravensdown.co.nz/>

101 Ravensdown, 25.06.2021, Phosphate sourcing: update on June shipment from PhosBoucraa, <https://www.ravensdown.co.nz/services/product-availability/phosphate-sourcing-update-on-june-shipment-from-phosboucraa>

102 Ravensdown, Ravensdown’s position on Western Sahara, <https://www.ravensdown.co.nz/services/product-availability/phosphate-rock-supply>

103 Conseil de sécurité de l’ONU, S/2002/161, Lettre datée du 29 janvier 2002, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Secrétaire général adjoint aux affaires juridiques, Conseiller juridique <http://www.un.org/Docs/journal/asp/ws.asp?m=S/2002/161>

104 Courrier de EuroChem à WSRW, 12.02.2016, https://wsrw.org/files/dated/2016-02-22/2016_02_12_eurochem_wsrw.pdf

105 Courrier de WSRW à EuroChem, 25.10.2021, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/514/6213e5f4caob2_WSRW-Eurochem_25.10.2021.jpg

106 Delfi, 01.11.2021, Verine fosforiit Eesti sadamas. Põlisrahas ähvardab vara-statud rikkuste tõttu miljardinõuetega, <https://epi.delfi.ee/artikkel/95010345/verine-fosforiit-estei-sadamas-polisrahas-ahvardab-varastatud-rik-kuste-tottu-miljardinouetega>

107 Courrier de WSRW à EuroChem, 19.12.2019, <https://www.wsrw.org/en/archive/4626>

108 Courrier de EuroChem à WSRW, 04.02.2020, <https://www.wsrw.org/en/archive/4625>

109 WSRW and Friends of Western Sahara Japan letter to Itochu Corp, 23.02.2022, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/523/6215fe6b504cd_20220223WSRW-ItochuCorp.pdf

110 WSRW.org, 09.02.2021, China Molybdenum se tait sur ses possibles importations de minerais de conflit, <https://www.wsrw.org/fr/nouvelles/china-molybdenum-se-tait-sur-ses-possibles-importations-de-minerais-de-conflit>

111 Brasil de Fato, 04.02.2021, Fertilizers produced in Brazil contain phosphate stolen from Western Sahara, <https://www.brasildefato.com.br/2021/02/04/fertilizers-produced-in-brazil-contain-phosphate-stolen-from-western-sahara>

112 Courrier de WSRW à CMOC, 19.01.2021, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/79/601ff15d1595d_20210119WSRW-CMOC.pdf

113 Incitec Pivot Limited, IPL Sustainability Report 2014, Products and Services, <http://www.incitecpivot.com.au/-/media/Files/IPL/Sustainability/Online%20Report/Report%20Sections/Products%20and%20Services/Raw%20Materials.pdf>

114 Courrier de WSRW à Incitec Pivot, 03.12.2019, <https://www.wsrw.org/a257x4589>

115 South China Morning Post, 20.07.2018, Sinofert Holdings, <https://www.scmp.com/topics/sinofert-holdings>

116 De WSRW à Sinofert Holdings Ltd, 22.01.2019, https://www.wsrw.org/files/dated/2019-01-26/wsrw-sinofert_22.01.2019.pdf

117 SHARE, 02.08.2018, Shareholders applaud end of Nutrien’s Western Sahara sourcing, https://share.ca/nutrien_western_sahara/

118 WSRW.org, 28.05.2018, Des investisseurs excluent Nutrien du fait du Sahara Occidental, <https://www.wsrw.org/fr/archive/4173>

119 WSRW.org, 11.08.2014, Tripoliven fait demi-tour : finalement il importe du Sahara Occidental, <https://www.wsrw.org/fr/archive/2948>

120 WSRW.org, 08.04.2016, P pour Pillage 2016, https://www.wsrw.org/files/dated/2016-05-10/p_pour_pillage_2016.pdf

121 WSRW à Coromandel International Ltd, 04.02.2019, <https://www.wsrw.org/files/dated/2020-02-11/20200204-wsrw-coromandel.pdf>

122 WSRW.org, 21.10.2013, Impact Fertilizers stoppe les importations de phosphate du Sahara, <https://www.wsrw.org/fr/archive/2687>

123 Courrier de WSRW à Nidera, 21.06.2010, http://www.wsrw.org/files/dated/2014-04-24/wsrw-nidera_21.06.2010.pdf

124 WSRW.org, 08.04.2012, Aucune importation de Nidera en Uruguay depuis 2009, <https://www.wsrw.org/fr/archive/2281>

125 Adresseavisen, 05.02.2009, -Yara-profit på okkupasjon, <https://www.wsrw.org/a141x1067>

126 WSRW.org, 26.08.2010, Mosaic n’importe plus de phosphates du Sahara Occidental, <https://www.wsrw.org/fr/archive/1573>

127 Nordea, Responsible Investment & Governance, Semi-Annual Report 2010, <https://www.slideshare.net/NordeaBank/responsible-investment-governance-annual-report2010>

128 Norwatch, 23.10.2009, Phasing out phosphate imports, <https://www.wsrw.org/en/archive/1263>

129 WSRW.org, 09.10.2008, La Belgique impliquée dans le commerce illégal de phosphate, <https://wsrw.org/fr/nouvelles/la-belgique-impliquee-dans-le-commerce-illegal-de-phosphate>

130 Lettre de BASF à WSRW, http://www.wsrw.org/files/dated/2014-04-24/basf_wsrw_30.10.2008.jpg

131 WSRW.org, 24.11.2008, Un cabinet juridique américain refuse le dialogue, <https://www.wsrw.org/fr/archive/951>

132 WSRW.org, 08.12.2011, Un cabinet de juriste américain continue son lobby pro-occupation, <https://www.wsrw.org/fr/archive/2194>

133 PotashCorp, août 2014, minerai de phosphate du Sahara Occidental

134 WSRW.org, 06.03.2015, WSRW correspondence with DLA Piper, <http://www.wsrw.org/a240x3182>

135 WSRW.org, 06.03.2015, WSRW correspondence with Palacio y Asociados, February 2015, <https://www.wsrw.org/en/archive/3181>

136 Daily Mail, 14.04.2012, Miriam Clegg paid £400 an hour by mining giant accused of trampling on rights of Saharan tribesmen, <http://www.dailymail.co.uk/news/article-2129900/Miriam-Clegg-paid-400-hour-mining-giant-accused-trampling-rights-Saharan-tribesmen.html>

137 Courrier de WSRW à Dechert, 08.02.2016, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-03-29/2016.02.08_wsrw-dechert.pdf

Courrier de Dechert à WSRW, 11.02.2016, http://www.wsrw.org/files/dated/2017-03-29/2016.02.11_dechert-wsrw.jpg

138 Courrier de WSRW à SenateSHJ, 02.03.2022, https://vest-sahara.s3.amazonaws.com/wsrw/feature-images/File/556/621f75032b70d_20220302WSRW-SenateSHJ.pdf

139 European Parliament, 26.06.2019, Briefing: EU fertilising products, [https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/582010/EPRS_BRI\(2016\)582010_EN.pdf](https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2016/582010/EPRS_BRI(2016)582010_EN.pdf)

140 Arc 2020, 20.11.2018, EU : Provisional Agreement on Cadmium Limit of 60 mg/kg agreed, <https://www.arc2020.eu/cadmium-called-out-fertilizer-limits-agreed-at-plenary/>

141 TelQuel, 10.10.2016, Union européenne : menace sur les phosphates marocains, http://www.telquel.ma/2016/10/10/union-europeenne-menace-les-phosphates-marocains_1517842

142 European Parliament Policy Department, Economic and Scientific Policy, February 2017, Scientific aspects underlying the regulatory framework in the area of fertilizers – state of play and future reforms, [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2016/595354/IPOL_IDA\(2016\)595354_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/IDAN/2016/595354/IPOL_IDA(2016)595354_EN.pdf)

143 WSRW, 10.03.2017, Le Maroc en faveur des métaux toxiques dans l’agriculture européenne, <https://www.wsrw.org/fr/archive/3776>

144 Africa Intelligence, 23.03.2017, OCP prepares cadmium offensive in Brussels, <https://www.africaintelligence.com/MCE/business-circles/2017/03/23/ocp-prepares-cadmium-offensive-in-brussels.108227133-ART>

145 Voir les communiqués de presse de la MACP, qui se terminent par l’avertissement : “Ce matériel est distribué par DJE, Inc. et le Centre maroco-américain pour la politique au nom du Gouvernement marocain. Des informations supplémentaires sont disponibles au ministère de la Justice à Washington, DC. “DJE signifie Daniel J. Edelman. Voir par exemple <https://www.securityinfowatch.com/home/article/10557604/moroccos-antiterrorism-efforts-dismantle-alqaeda-cell-and-earn-us-praise>

146 Institute for Environmental Studies, A possible EU wide charge on cadmium in phosphate fertilisers, p. 14, <https://ec.europa.eu/environment/enveco/taxation/pdf/cadium.pdf>

Annexe 1:

Terminologie

Affréteur : l’entreprise qui a conclu un accord avec le gérant ou le propriétaire ou le gestionnaire d’un navire pour l’utilisation de ce navire.

Port en lourd (Tpl ou DWT) : Le poids (en tonnes) que le navire peut transporter. 90 à 97% de cette capacité est la cargaison réelle. Le reste constitue le combustible de soute, les ravitaillements, l’eau, etc.

Pavillon : Un navire bat pavillon du pays dans lequel il est enregistré, ce qui n’est souvent pas le pays dans lequel les entreprises dirigeantes ou propriétaires sont basées. De nombreux navires possédés et gérés par des entreprises basées dans des pays occidentaux sont enregistrés dans des pays qui ont un « registre ouvert ». On dit que les navires voguent sous « pavillon de complaisance ». Il n’y a pas de véritable lien entre ces navires et le pavillon du registre. La plupart des navires cités dans ce rapport battent de tels pavillons.

Opérateur : La société qui gère le navire, techniquement et/ou commercialement. Le gestionnaire peut être différent du propriétaire, bien que certains propriétaires gèrent leurs propres navires.

Propriétaire enregistré : La société qui est au moins propriétaire du navire. Le problème est qu’un navire possède souvent un propriétaire inscrit dont les actifs totaux ne sont que le navire concerné. La société pourrait bien appartenir à une autre société qui possède également un certain nombre d’autres « sociétés à un seul navire ». Cette société peut, à son tour, être la propriété d’une autre entreprise. Le nom et l’adresse de la société qui est la propriétaire enregistrée du navire sont facilement disponibles. Cependant, il est beaucoup plus difficile de connaître les détails du « bénéficiaire effectif », c’est-à-dire la société qui se trouve à la fin d’une chaîne de propriétaires.

P & I Club : l’assurance protection et indemnité, plus connue sous le nom d’assurance “P & I”, est une forme mutuelle d’assurance maritime organisée par un Club P & I. Un P & I Club offre une couverture pour les risques que les assureurs traditionnels sont réticents à assurer. La couverture typique P & I comprend : les risques éventuels d’un transporteur pour les dommages causés à la cargaison pendant le transport ; les risques de guerre ; les risques de dommages environnementaux tels que les déversements de pétrole et la pollution.

Annexe 2: Les compagnies maritimes impliquées dans le transport controversé des phosphates, du 1^{er} janvier au 31 décembre 2021

Le tableau indique les propriétaires et les opérateurs dont WSRW a pu confirmer le lien avec les cargaisons au moment où elles ont été transportées depuis le Sahara Occidental. Les compagnies qui exploitaient/possédaient ces navires au moment de la publication de ce rapport, ou qui sont propriétaires/exploitent les navires aujourd'hui, n'ont pas nécessairement de lien avec les navires au moment de l'expédition de la cargaison.

WSRW a contacté le plupart des opérateurs représentant les 26 navires. Les courriers de WSRW, et les réponses reçues sont sur la page <https://www.wsrw.org/en/news/shipping-company-responses-to-the-report-for-plunder-2022>

Nom du navire	N°	OMI	Pavillon	Départ du Sahara Occidental	Destination (importateur)	Arrivée	Port en lourd	Cargaison en tonnes, estimation	Propriétaire enregistré	Adresse du propriétaire	Nationalité du propriétaire	Propriétaire du groupe	Nationalité enregistrée du groupe propriétaire	Propriétaire du groupe, nationalité de la participation majoritaire	Opérateur	Adresse de l'opérateur	Opérateur - Nationalité de l'opérateur	Nationalité de l'opérateur	Courriel de l'opérateur	Site internet de l'opérateur	P&I Club
IVS Phoenix	1	9774862	Panama	12.01.2021	Tauranga/Bluff, Nouvelle-Zélande (Ballance Agri-Nutrients)	27.02.2021	60 477	58 000	Sunarrows Shipping Co Ltd		Liberia	Katayama Kisen YK	Japon	Japon	Grindrod Shipping Pte Ltd	03-01, 200, Cantonment Road, Singapour 089763	Afrique du Sud	Singapour		grinshipping.com	UK P&I
Hopa	2	9684213	Malte	08.02.2021	Jinzhou, Chine (Inconnu)	22.03.2021	63 301	61 000	Hopa Navigation Ltd	C/O Ciner Gemi Acente Isletmeleri Sanayi ve Ticaret AS (Ciner Ship Management), Mithat Ulu Unlu Sokak 3, Esentepe Mah, Sisli, 34394 Istanbul, Turquie	Malte	Ciner Ship Management	Turquie	Turquie	SwissMarine Services SA	route de Florissant, 13, 1206 Geneva, Suisse	Singapour	Suisse	operations@swissmarine.ch	swissmarine.com	Standard Club
Cumbria	3	9713480	Royaume-Uni	03.03.2021	Paradip, Inde (Paradeep)	28.03.2021	61 268	59 100	Sussex Shipping Ltd		Royaume-Uni	Hadley Shipping Group Ltd	Royaume-Uni	Royaume-Uni	Hadley Shipping Co Ltd	4th Floor, 117-119, Houndsditch, London, EC3A 7BT, Royaume-Uni	Royaume-Uni	Royaume-Uni	info@hadleyshipping.com	hadleyshipping.com	Britannia P&I
Ocean Royal	4	9465150	Malte	14.03.2021	Paradip, Inde (Paradeep)	15.04.2021	58 110	55 900	Aska Marine Ltd	93, Triq il-Mithna, Qormi, QRM 3102, Malte	Malte	NRV Holding Company	Pays-Bas	Pays-Bas	FML Ship Management Ltd	Office 601, Ghinis Building, 58-60, Digeni Akrita Avenue, 1061 Nicosia, Chypre	Hong Kong	Chypre	fleet-cy-tech@fleetship.com	fleetship.com	Gard
IVS Crimson Creek	5	9732149	Singapour	15.04.2021	Tauranga/Bluff, Nouvelle-Zélande (Ballance Agri-Nutrients)	01.06.2021	57 945	56 000	MMSL Pte Ltd	32-02, Frasers Tower, 182, Cecil Street, Singapour 069547	Singapour	Marubeni Corp	Japon	Japon	Island View Shipping	03-01, 200, Cantonment Road, Singapour 089763	Afrique du Sud	Singapour	handymax@ivs-int.com		UK P&I
RHL Clarita	6	9358864	Liberia	28.05.2021	Paradip, Inde (Paradeep)	25.06.2021	53 828	51 862	RHL Clarita	Brooktorkai 20, 20457 Hamburg, Allemagne	Allemagne	Hamburger Lloyd	Allemagne	Allemagne	Hamburger Lloyd	Brooktorkai 20, 20457 Hamburg, Allemagne	Allemagne	Allemagne	info@hamburger-lloyd.de	hamburger-lloyd.de	Skuld
Kitakami	7	9430820	Îles Marshall	15.06.2021	Paradip, Inde (Paradeep)	14.07.2021	55 668	53 300	US Bank Equipment Service	Suite 100, 13010, SW 68th Parkway, Tigard OR 97223-9621, USA	USA	US Bancorp	USA	USA	Cargill International SA	800, Nicollet Mall, Minneapolis MN 55402-7000, USA	USA	USA			North of England
Oceanmaster	8	9641340	Liberia	18.06.2021	Napier/Lyttelton, Nouvelle-Zélande (Ravensdown)	Juillet 2021	56 716	55 000	Smooth Maritime Co Ltd	80, Broad Street, Monrovia, Liberia	Liberia	Oceanstar Management Inc	Liberia	Grèce	Oceanstar Management Inc	18, Grigoriou Lampraki Street, Glyfada, 166 74 Athens, Grèce	Grèce	Liberia			American Club
Al Dhafra	9	9552989	Liberia	10.07.2021	Paradip, Inde (Paradeep)	06.08.2021	63 555	61 225	Amis Star SA	C/O Wisdom Marine Lines SA, 2nd Floor, 237, Fuxing S Road, Section 2, Da-an District, Taipei City, 10667, Taiwan	Panama	Wisdom Marine Lines SA	Panama	Taiwan	Wisdom Marine Lines SA	2nd Floor, 237, Fuxing S Road, Section 2, Da-an District, Taipei City, 10667, Taiwan	Taiwan	Panama	chartering@wisdomlines.tw	www.wisdomlines.com.tw	Swedish Club
Franbo Logic	10	9742417	Panama	12.07.2021	Moji, Japon (Inconnu)	17.08.2021	16 969	12 000	Franbo Logic SA	C/O Franbo Sagacity SA, 3rd Floor, 31, Haibian Road, Lingya District, Kaohsiung City, Taiwan	Panama	Franbo Lines Corp	Taiwan	Taiwan	Franbo Sagacity SA	3rd Floor, 31, Haibian Road, Lingya District, Kaohsiung City, Taiwan	Taiwan	Panama	ism@franbo.com.tw	franbo.com.tw	Japan P&I Club
Amis Ace	11	9552989	Panama	16.07.2021	Coatzacoalcos, Mexique (Innophos)	02.08.2021	60 830	59 000	Amis Star SA	C/O Wisdom Marine Lines SA, 2nd Floor, 237, Fuxing S Road, Section 2, Da-an District, Taipei City, 10667, Taiwan	Panama	Wisdom Marine Lines SA	Panama	Taiwan	Wisdom Marine Lines SA	2nd Floor, 237, Fuxing S Road, Section 2, Da-an District, Taipei City, 10667, Taiwan	Taiwan	Panama	chartering@wisdomlines.tw	wisdomlines.com.tw	Swedish Club
IVS Okudogo	12	9870874	Singapour	28.07.2021	Tauranga/Bluff, Nouvelle-Zélande (Ballance Agri-Nutrients)	11.09.2021	61 331	59 000	IVS Bulk 3720 Pte Ltd	C/O Grindrod Shipping Pte Ltd, 03-01, Southpoint, 200, Cantonment Road, Singapour 089763	Singapour	Grindrod Shipping Pte Ltd	Singapour	Afrique du Sud	Island View Shipping	03-01, 200, Cantonment Road, Singapour 089763	Afrique du Sud	Singapour	handymax@ivs-int.com	grinshipping.com	UK P&I

Nom du navire	N°	OMI	Pavillon	Départ du Sahara Occidental	Destination (importateur)	Arrivée	Port en lourd	Cargaison en tonnes, estimation	Propriétaire enregistré	Adresse du propriétaire	Nationalité du propriétaire	Propriétaire du groupe	Nationalité enregistrée du groupe propriétaire	Propriétaire du groupe, nationalité de la participation majoritaire	Operateur	Adresse de l'opérateur	Opérateur - nationalité de l'opérateur	Nationalité de l'opérateur	Courriel de l'opérateur	Site internet de l'opérateur	P&I Club
Georgios P	13	9476680	Grèce	11.08.2021	Coatzacoalcos, Mexique (Innophos)	28.08.2021	57 000	55 000	Adventure Shipping Co	Trust Company Complex, Ajeltake Road, Ajeltake, Majuro MH 96960, Îles Marshall	Îles Marshall	Common Progress Compania	Panama	Grèce	Common Progress Compania	44, Kifisias Avenue, Marousi, 151 25 Athens, Grèce	Grèce	Panama	info@common-progress.gr	commonprogress.gr	UK P&I
Al Wathba	14	9852743	Liberia	22.08.2021	Paradip, Inde (Paradeep)	19.09.2021	63 555	60 500	Al Wathba Inc	80, Broad Street, Monrovia, Liberia	Liberia	ADNOC Logistics & Services	UAE	UAE	ADNOC Logistics & Services	14th Floor, ZADCO Tower, Sheikh Khalifa Energy Complex, Corniche Road, PO Box 61, Abu Dhabi, UAE	UAE	UAE			North of England
Genava	15	9731248	Suisse	02.09.2021	Coatzacoalcos, Mexique (Innophos)	20.09.2021	57 587	55 000	Bulk Shipping Switzerland AG	C/O Reederei Zurich AG, Ramistrasse 6, 8001 Zurich, Suisse	Suisse	Zurich AG	Suisse	Suisse	SwissMarine Services SA	route de Florissant, 13, 1206 Geneva, Suisse	Singapour	Suisse	operations@swissmarine.ch	swissmarine.com	Gard
Iliia	16	9490650	Liberia	11.09.2021	Paradip, Inde (Paradeep)	12.10.2021	57 970	55 974	Aquamarine Seaway SA	80, Broad Street, Monrovia, Liberia	Liberia	White Sea Navigation SA	Panama	Grèce	White Sea Navigation SA	67, Akti Miaouli, 185 37 Piraeus, Grèce	Grèce	Panama	whitesea@whitesea.mc	whitesea.mc	Standard Club
IVS Hayakita	17	9760158	Panama	20.09.2021	Tauranga/Bluff, Nouvelle-Zélande (Ballance Agri-Nutrients)	09.11.2021	60 402	58 000	Trinity Bulk SA	C/OTohmei Shipping Co Ltd, Shin-SURFEEL Nakameguro Building, 18-11, Kamimeguro 1-chome, Meguro-ku, Tokyo, 153-0051, Japon	Panama	Meiji Shipping Corp	Japon	Japon	Island View Shipping	03-01, 200, Cantonment Road, Singapour 089763	Afrique du Sud	Singapour	handymax@ivs-int.com		UK P&I
Captainyannis L	18	9343546	Îles Marshall	26.09.2021	Coatzacoalcos, Mexique (Innophos)	17.10.2021	55 688	54 000	Aliki Maritime SA	C/O Sea Globe Management & Trading Inc, J Lalotis Building, 8, Akti Poseidonos, Kallithea, 176 74 Athens, Grèce	Îles Marshall	Sea World Management & Trading Inc	Liberia	Grèce	Sea World Management & Trading Inc	J Lalotis Building, 8, Akti Poseidonos, Kallithea, 176 74 Athens, Grèce	Grèce	Liberia	admin@seaworldmt.gr		North of England
Nazenin	19	9545508	Îles Marshall	04.10.2021	Sillamäe, Estonie (EuroChem)	16.10.2021	35 956	34 000	Nazenine Maritime Ltd	Trust Company Complex, Ajeltake Road, Ajeltake, Majuro MH 96960, Îles Marshall	Îles Marshall	Poseidon Handysize Bulkers Ltd	Îles Marshall	Grèce	Empire Bulkers Ltd	88, Vouliagmenis Avenue, Elliniko, 167 77 Athens, Grèce	Grèce	Îles Marshall	mail@empirebulkers.com	empirebulkers.com	Britannia P&I
Amis Hero	20	9732400	Panama	15.10.2021	Paradip, Inde (Paradeep)	15.11.2021	63 469	61 225	Amis Hero SA	C/O Wisdom Marine Lines SA, 2nd Floor, 237, Fuxing S Road, Section 2, Da-an District, Taipei City, 10667, Taiwan	Panama	Wisdom Marine Lines SA	Panama	Taiwan	Wisdom Marine Lines SA	2nd Floor, 237, Fuxing S Road, Section 2, Da-an District, Taipei City, 10667, Taiwan	Taiwan	Panama	chartering@wisdomlines.tw	wisdomlines.com.tw	Britannia P&I
Beatrice	21	9430818	Îles Marshall	25.10.2021	Coatzacoalcos, Mexique (Innophos)	13.11.2021	55 700	54 000	SPV 5 LLC	Trust Company Complex, Ajeltake Road, Ajeltake, Majuro MH 96960, Îles Marshall	Îles Marshall	Technomar Shipping Inc	Liberia	Grèce	Technomar Shipping Inc	3-5, Menandrou Street, Kifisia, 145 61 Athens, Grèce	Grèce	Liberia	info@technomar.gr	technomar.gr	UK P&I
Ince Karadeniz	22	9446192	Singapour	09.11.2021	Paradip, Inde (Paradeep)	06.12.2021	56 956	54 450	Ince Karadeniz Shipping Pte	13-01, The Concourse, 300, Beach Road, Singapour 199555	Singapour	Ince Shipping Group	Turquie	Turquie	Ince Denizcilik ve Ticaret AS	Kat 2, Blok A, Denizciler is Merkezi, Ord Prof Fahrettin Kerim Gokay Caddesi 14, Altunizade Mah, Uskudar, 34662 Istanbul, Turquie	Turquie	Turquie	chartering@incedeniz.com	incedeniz.com	London P&I Club
Belnippon	23	9801249	Panama	18.11.2021	Coatzacoalcos, Mexique (Innophos)	06.12.2021	63602	61 000	Almirante Shipping SA	C/O Shoei Kisen KK, 4-52, Kora-cho 1-chome, Imabari-shi, Ehime-ken, 799-2111, Japon	Panama	Shoei Kisen KK	Japon	Japon	Belships ASA	Lilleakerveien 6D, 0283 Oslo, Norvège	Norvège	Norvège	administration@belships.com	belships.com	North of England
Ilenao	24	9524683	Liberia	30.11.2021	Coatzacoalcos, Mexique (Innophos)	20.01.2022	55 442	53 000	Noreaster Maritime Ltd	C/O Unisea Shipping Ltd, 4, Xenias Street, Kifisia, 145 62 Athens, Grèce	Liberia	Inconnu	Inconnu	Inconnu	Unisea Shipping Ltd	4, Xenias Street, Kifisia, 145 62 Athens, Grèce	Grèce	Grèce	marine@unisea.gr	unisea.gr	West of England
Berge Catherine	25	9856309	Panama	30.11.2021	Tauranga/Bluff, Nouvelle-Zélande (Ballance Agri-Nutrients)	16.01.2022	63 500	61 000	Ratu Shipping Co SA	19th Floor, Nihonbashi 1-chome Building, 4-1, Nihonbashi 1-chome, Chuo-ku, Tokyo, 103-0027, Japon	Panama	Nisshin Shipping Co Ltd	Japon	Japon	Nisshin Shipping Co Ltd	19th Floor, Nihonbashi 1-chome Building, 4-1, Nihonbashi 1-chome, Chuo-ku, Tokyo, 103-0027, Japon	Japon	Japon	ship@bigtree.co.jp		Britannia P&I
Ince Tokyo	26	9730438	Singapour	28.11.2021	Paradip, Inde (Paradeep)	06.01.2022	61 251	58 800	Bosphorus Shipping Pte Ltd	13-01, The Concourse, 300, Beach Road, Singapour 199555	Singapour	Ince Shipping Group	Turquie	Turquie	Ince Denizcilik ve Ticaret AS	Kat 2, Blok A, Denizciler is Merkezi, Ord Prof Fahrettin Kerim Gokay Caddesi 14, Altunizade Mah, Uskudar, 34662 Istanbul, Turquie	Turquie	Turquie	chartering@incedeniz.com	incedeniz.com	London P&I Club

« En revanche, la Cour conclut que les éléments et renseignements portés à sa connaissance n'établissent l'existence d'aucun lien de souveraineté territoriale entre le territoire du Sahara Occidental d'une part, le Royaume du Maroc ou l'ensemble mauritanien d'autre part. La Cour n'a donc pas constaté l'existence de liens juridiques de nature à modifier l'application de la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale de Nations Unies quant à la décolonisation du Sahara Occidental et en particulier l'application du principe d'autodétermination grâce à l'expression libre et authentique de la volonté des populations du territoire. »

Cour Internationale de Justice, le 16 octobre 1975